

Vincent Reynouard

3 septembre 1939...

LES RESPONSABILITÉS DES VAINQUEURS DE 1918

Hitler a été l'instrument
d'un destin inéluctable



Montée du national-socialisme, pacte de non-agression germano-soviétique, invasion de la Pologne

LES RESPONSABILITÉS DES VAINQUEURS DE 1918

Adolf Hitler n'a été que l'instrument d'un destin inéluctable

par Vincent Reynouard

Introduction

Le 23 août 1999 marqua le soixantième anniversaire de la signature, par J. Staline et J. von Ribbentrop, du pacte germano-soviétique de non-agression. A cette occasion, de nombreux articles et de nombreux reportages furent diffusés dans la presse. Cet anniversaire fut suivi, quelques jours plus tard, de deux autres : celui de l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes (le 1^{er} septembre 1939) et celui de la déclaration de guerre franco-anglaise au III^e Reich (le 3 septembre 1939)¹.

Ce pacte de non-agression signé en août 1939 reste une des armes primordiales dans l'arsenal « antinazi ». Il apporterait la preuve que le national-socialisme était de même essence que le stalinisme, puisque ces deux idéologies étaient parvenues à s'entendre. En outre, il démontrerait le cynisme de Hitler qui n'aurait pas hésité à renier l'un des fonde-

ments de son idéologie, l'anti-bolchevisme, afin d'épancher sa soif de conquêtes et de destructions. Enfin, il illustrerait l'état de soumission totale dans lequel était tombé le peuple du Reich en 1939, un peuple qui, bien qu'ayant vu le Führer renier ses convictions premières et embrasser son pire afin d'écraser la pauvre petite Pologne, n'avait pu faire autrement que de participer à une guerre d'agression.

Face à un tel régime, sans foi ni loi, sans parole, avide de conquêtes, entraînant de force le peuple qu'il avait soumis dans des entreprises criminelles, les démocraties n'auraient donc pas eu d'autre choix que celui du combat jusqu'à sa destruction totale.

On comprend donc que, le 23 août dernier, la presse ait largement évoqué cet anniversaire. Sans surprise, tous les articles lus et tous les reportages entendus ont menti par omission et caché la vérité.

En effet, on se condamne à ne rien comprendre, ni au succès du national-socialisme en Allemagne, ni à la fidélité du peuple allemand envers son Führer, ni au pacte de non-agression germano-soviétique, ni à la politique extérieure menée par Hitler jusqu'en 1939, si on se refuse à remonter vingt ans en arrière et à étudier ce que fut la paix élaborée en 1919 à Versailles.

On s'aperçoit alors que, avec ou sans Hitler, avec ou sans « nazisme », l'alliance germano-russe au dépend de la Pologne se serait réalisée de toutes façons, avec les conséquences que l'on sait.

¹ En vérité, la France et l'Angleterre n'ont pas déclaré la guerre à l'Allemagne, mais lui ont signifié que « l'état de guerre de trouva[it] exister entre la France [respectivement l'Angleterre] et l'Allemagne à dater du 3 septembre » (voy. *Le Livre Jaune...*, p. 414, pièce n° 368). Dans son allocution du 3 septembre 1939 aux Français, d'ailleurs, Édouard Daladier n'a pas dit que la France avait déclaré la guerre au Reich. Il s'est contenté de lancer : « En nous dressant contre la plus effroyable des tyrannies, en faisant honneur à notre parole [allusion aux traités franco-polonais de 1921 et 1925], nous luttons pour défendre notre terre, nos foyers, nos libertés » (*Ibid.*, p. 416, pièce n° 370).

Versailles et la montée du national-socialisme

Les nationaux-socialistes ne sont pas arrivés au pouvoir parce que le peuple allemand aurait été plus raciste, plus antisémite ou plus annexionniste qu'un autre.

Lorsque, le 24 janvier 1920, Hitler présenta le programme en vingt-cinq points du « parti ouvrier allemand », les deux premiers stipulaient :

- 1°) La réunion au sein du Reich de tous les nationaux allemands ;
- 2°) l'égalité de droit international et l'abolition des traités¹.

Ces deux articles de base démontrent qu'avant d'être anti-juif, anti-bolcheviste ou raciste, le national-socialisme était d'abord une réaction aux « traités », c'est-à-dire à la Paix de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon² imposée aux vaincus en 1919-1920. En 1939, d'ailleurs, l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, sir Neville Henderson, écrivit : « Herr Hitler et le National-Socialisme sont des produits de la défaite d'une grande nation et de sa réaction contre la confusion et la détresse qui ont suivi cette défaite »³. Cette thèse n'était pas nouvelle. Neuf ans plus tôt, le dessin ci-contre avait paru dans le *St. Louis Post-Dispatch* (livraison du 18 octobre 1930), qui exprimait mieux que tous les discours l'origine du national-socialisme.

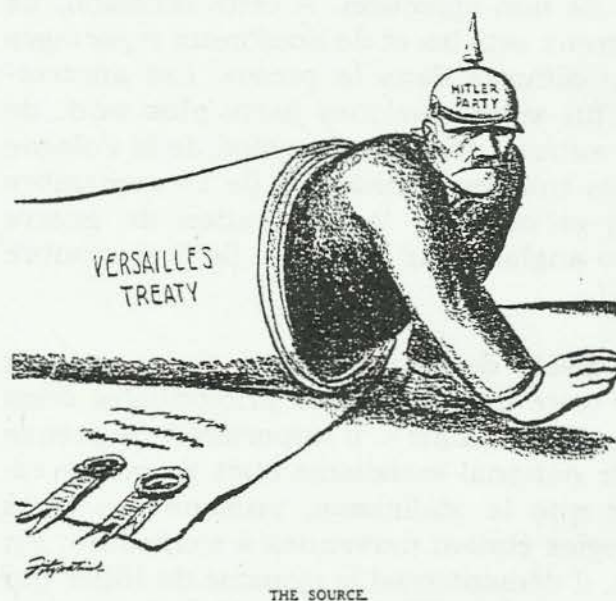
La source du national-socialisme vu par le *St. Louis Post-Dispatch* le 18 octobre 1930. →

Par conséquent, la compréhension du national-socialisme et de ses initiatives diplomatiques — parmi lesquelles le traité germano-soviétique de non-agression — néces-

site un retour sur le passé, au lendemain de la première guerre mondiale.

L'Armistice du 11 novembre 1918

Début 1918, après plus de trois années de guerre, la plupart des belligérants étaient épuisés. Ayant pu ramener 700 000 soldats du front russe, et sachant que les Etats-Unis interviendraient à partir de l'été, l'Allemagne tenta un effort décisif en lançant, le 21 mars 1918, une vaste offensive contre la France. Malgré les victoires remportées (Montdidier, Château-Thierry, passage de la Marne), cette manœuvre d'envergure se brisa sans avoir apporté la victoire. A partir du 18 juillet, les armées de l'Entente, renforcées par les premiers contingents américains et commandées par le général Foch, passèrent à l'offensive, contraignant l'ennemi au recul. Dans le même temps, en Europe de l'Est, les forces franco-serbes rompaient le front bulgare, obtenaient, de la Bulgarie, un armistice (signé le 29 septembre à Salonique) et menaçaient désormais l'Autriche-Hongrie. En Orient, la



Turquie (alliée de l'Allemagne) était battue par les armées de Macédoine et se préparait également à demander un armistice.

Les Allemands espèrent en Wilson

Face à une telle situation, l'éventualité d'une demande de cassation des hostilités fut évoquée en Allemagne. Toutefois, la guerre avait déchaîné de telles passions et suscité de telles haines qu'un grand pessimisme régnait quant aux conditions d'armistice puis de paix que les vainqueurs imposeraient au vaincu.

¹ Voy. Daluces, p. 34.

² On résume souvent la paix de 1919 au seul Traité de Versailles, c'est une erreur. Cinq traités furent signés avec les vaincus entre 1919 et 1920 : traités de Versailles (avec l'Allemagne le 28 juin 1919), de Saint-Germain-en Laye (avec l'Autriche, le 10 septembre 1919), de Neuilly (avec la Bulgarie, le 27 novembre 1919), de Trianon (avec la Hongrie, le 20 juin 1920), de Sèvres (avec la Turquie, le 10 août 1920).

³ Voy. Rapport Définitif de Sir Neville Henderson G.C.M.G.. Sur les circonstances qui ont déterminé la fin de sa mission à Berlin. 20 septembre 1939 (His Majesty's Stationery Office, 1939), p. 1, § 3.

Pourtant, un espoir subsistait, qui résidait dans les différentes allocutions du président américain Wilson. A la veille de l'entrée en guerre des Etats-Unis, celui-ci avait déclaré :

Les hommes d'État des deux groupes de nations qui sont rangés en bataille l'un contre l'autre ont déclaré, en termes qui ne sauraient être interprétés erronément, qu'il ne leur était jamais venu l'idée d'écraser leurs adversaires. Ils laissent entendre avant tout qu'il faut en venir à une paix sans victoire.

Je m'efforce d'affronter des réalités et de les affronter sans faux-fuyants doucereux. La victoire signifierait la paix imposée de force au perdant, les conditions du vainqueur à accepter bon gré mal gré par le vaincu. Cette paix-là serait acceptée dans l'humiliation, sous la contrainte, moyennant un sacrifice intolérable et laisserait une douleur lancinante, un ressentiment et des rancœurs. Et c'est là-dessus que seraient basées les conditions de la paix. D'une paix qui ne serait pas permanente, mais établie sur des sables mouvants. Seule une paix entre égaux est durable¹.

Les Quatorze points du président Wilson

L'homme d'État américain avait alors développé, en quatre points, ce que devraient être les bases de la paix à venir, à savoir :

1. Que chaque partie du règlement final doit être fondée sur la justice essentielle dans chaque cas particulier et sur tels arrangements qui assureront le plus probablement une paix permanente.
2. Que les peuples et les provinces ne pourraient point passer simplement d'une souveraineté à l'autre comme s'ils n'étaient que du bétail ou les mises du grand jeu — à jamais discrédité — de la balance des forces ; mais
3. Que tout arrangement territorial se rapportant à cette guerre devait être fait dans l'intérêt et au profit des populations intéressées et non pas comme un élément dans le règlement des compromis ou des réclamations entre États rivaux.
4. Que toutes les aspirations nationales bien définies devront obtenir la plus large satisfaction qui puisse leur être accordée sans soulever de nouveaux ou perpétuer d'anciens éléments de discorde et d'antagonisme susceptibles de troubler tôt ou tard la paix de l'Europe et, conséquemment, du monde [*Ibid.*, pp. 12-13].

En janvier 1918, le président Wilson avait présenté, au Congrès américain, ses fameux quatorze points qui devaient fonder la paix (voy. p. 30). Parmi ces points, on trouvait :

Garanties adéquates données et reçues pour la réduction des armements nationaux au minimum requis pour la sécurité intérieure (point n° 4).

Réajustement librement débattu et absolument impartial de toutes les revendications coloniales [...] [point n° 5].

Les peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous voulons voir la place sauvegardée et assurée parmi les nations, devront être mis à même de se développer en toute liberté sous leurs propres lois [point n° 10].

Il sera établi un État polonais indépendant, comprenant des territoires habités par des populations incontestablement polonaises ; il lui sera procuré un accès libre et sûr à la mer [...] [point n° 13].

En septembre 1918, enfin, alors que la victoire des Alliés ne faisait plus de doutes, le Président américain avait énoncé cinq points supplémentaires dont les deux premiers étaient les suivants :

1. La justice impartiale, à laquelle nous tendons, postule qu'aucune distinction ne soit faite entre ceux envers qui nous désirons être justes et ceux envers qui nous ne désirons pas être justes. Il faut ce que ce soit une justice ne connaissant pas de favoris [...] mais reconnaissant des droits égaux aux divers peuples intéressés.
2. On ne fera d'aucun intérêt spécial ou particulier d'une nation ou d'un groupe de nations la base d'un quelconque élément d'arrangement incompatible avec l'intérêt de tous [*Ibid.*, p. 13].

C'est sur la foi en de telles promesses que, dans la nuit du 3 au 4 octobre 1918, le gouvernement allemand demanda aux Alliés l'armistice². D'après Albert Rivaud, le président Wilson représentait, pour le vaincu : « la suprême espérance : on le [tenait] pour l'arbitre souverain, capable de paralyser les ambitions et la colère des vainqueurs » (*Id.*).

La France contre les promesses de Wilson

En France, cette « colère » était incarnée non seulement par des politiques, comme Georges Clemenceau (alors chef du gouver-

² « L'offre d'armistice sera expédiée enfin, dans la nuit du 3 au 4 octobre 1918, après qu'on ait pris soin de relire fiévreusement les messages et discours de Wilson » Voy. Rivaud, p. 41.

¹ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, p. 12.

nement) et Paul Deschanel (alors président de la Chambre des députés), mais aussi par des hommes de lettres comme l'historien Ernest Lavisse. Alors que le président Wilson évoquait une guerre qui s'achèverait sans vainqueur ni vaincu, E. Lavisse lançait :

[Cette] formule [« il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu »] se traduit en langue familière par : « Mettons qu'il n'y a rien de fait et embrassons-nous ».

Rien de fait ? Pardon. Quelque chose a été fait : ce quelque chose est la guerre, cette guerre [...]. Un grand peuple est devenu fou d'orgueil et fou d'appétits [...].

L'Allemagne, qui a voulu la guerre pour hâter son avènement à l'hégémonie, l'a marquée de ses empreintes [...].

Leur guerre est sans pitié. Villes incendiées, villages dont les traces ont disparu, le sol même détruit, ruines des monuments élevés par l'art de nos pères, la population des pays envahis réduite à l'esclavage [...], exploits monstrueux des avions et des sous-marins, voilà comment l'Allemagne fait la guerre qu'elle a voulue [...].

Et cette guerre finirait par une absolution ? Un pareil scandale insulterait à la justice et à l'humanité. [...] nous voulons que la paix ouvre une ère nouvelle dans l'histoire des hommes. [...] nous voulons essayer d'organiser les peuples en une société régie par certaines lois communes et, à cette société qui ne peut vivre qu'à la condition que ses membres aient le respect de la foi jurée et le sens de l'humanité, nous donnerions pour statut initial la consécration des violences antérieurement faites au droit et à l'absolution du plus grand des crimes commis contre l'humanité ?

Non ! Nous ne le pouvons pas ! Puisque cette paix ne serait pas la paix, rejetons la formule : ni vainqueur ni vaincus. Il fut choisir entre la volonté de vaincre et la résignation à la défaite. Notre pays a fait son choix, il veut vaincre¹.

Quelques semaines plus tard, le 17 septembre 1918, G. Clemenceau prononça au Sénat un discours dans lequel, après avoir parlé des « *peuples de la terre [qui allaient] se trouver enfin libérés des angoisses dans la suprême tourmente des lames de fond de la barbarie* », il annonçait que rien ne serait pardonné :

[...] sans cause avouable, sans l'apparence d'un prétexte [...] l'agresseur traditionnel des antiques ruées se jeta sur notre territoire pour reprendre le cours des grandes déprédations. [...]

c'est depuis hier, seulement, que l'Allemagne effarée commence à comprendre quels hommes se sont dressés devant elle et à quels coups du sort sa folie de meurtre et de dévastation l'a condamnée.

Imbécilement, elle avait cru que la violence amnistierait tout en des hosannas de feu et de sang. Nos campagnes dévastées, nos villes, nos villages effondrés par la mine et par l'incendie, par les pillages méthodiques, les sévices raffinés jusque sur les modestes vergers du paysan français, toutes les violences du passé, revivant pour les hideuses joies de la brute avinée, hommes, femmes, enfants emmenés en esclavage, voilà ce que le monde a vu, voilà ce qu'il n'oubliera pas.

Eh bien ! non, il n'y aura pas eu de victoires pour amnistier tant de crimes, pour faire oublier plus d'horreurs que les peuplades primitives n'en avaient pu accumuler. Et puis la victoire annoncée n'est pas venue et le plus terrible compte de peuple s'est ouvert, il sera payé².

G. Clemenceau n'était pas le seul à lancer de tels appels. Un mois plus tard, devant la Chambre des députés, Paul Deschanel, s'écria : « *L'agression impie sera châtiée !* »³.

Tous ces propos, lancés par des membres de l'élite française, étaient en totale contradiction avec les promesses du Président américain.

Une note américaine lourde de menaces

Malgré cela, le 6 novembre 1918, le Secrétaire d'État des Etats-Unis, H. Lansing, envoya au ministre des Affaires étrangères allemand une note dans laquelle les Alliés se disaient prêts à négocier un armistice et une paix sur la base des différents points énoncés par président Wilson. On y lisait :

Sous les réserves qui suivent, ils [les Alliés] se déclarent disposés à faire la paix avec le Gouvernement allemand aux conditions de paix énoncées dans le message du président [Wilson] au Congrès de janvier 1918 et selon les principes d'accord contenus dans ses messages subséquents [...].

Le président [Wilson] m'a chargé en outre de vous inviter à notifier au Gouvernement allemand que le maréchal Foch a été autorisé par le Gouvernement des Etats-Unis, et par les Gouvernements alliés, à recevoir les délégués dûment accrédités du Gouvernement allemand

¹ Voy. *L'Image*, n° 194, septembre 1918, sans pagination (p. 14 de notre pagination).

² Voy. *L'Image*, n° 200, novembre 1918, pp. 3-4.

³ Voy. *L'Image*, n° 206, janvier 1919, p. 9.

et à leur communiquer les conditions d'un armistice¹.

Bien qu'encourageante, une phrase de cette note était lourde de menaces pour l'avenir. Au nom des Alliés, H. Lansing écrivait :

L'Allemagne devra réparer tous les dommages causés à la population civile des États alliés et à leurs biens par l'agression de l'Allemagne par terre, par mer et dans les airs.

Cette phrase accréditait la version — française notamment — selon laquelle le Reich portait l'entière responsabilité de la guerre ; les partisans de cette thèse en déduisaient que le vaincu devrait supporter seul les conséquences du conflit, non seulement par des réparations à verser aux vainqueurs, mais aussi par des amputations territoriales. Dès lors, il devenait probable qu'une fois l'armistice signé, les promesses du président Wilson s'envoleraient : il y aurait des vainqueurs qu'il faudrait dédommager et des vaincus qui devraient payer.

Vague rouge sur l'Allemagne

Les Gouvernants allemands se sont-ils rendus compte du risque qu'ils couraient en sollicitant un armistice ? Je l'ignore. De toutes façons, les événements se précipitaient. En Allemagne, la révolte grondait. Dans la nuit du 29 au 30 octobre 1918, les équipages des navires de guerre allemands mouillés en rade de Schilling s'étaient mutinés et avaient refusé d'obéir à l'ordre d'aller livrer un combat — décisif — contre la flotte anglaise. Bien que les mutins se soient finalement rendus le 31, le 3 novembre 1918, la rébellion s'était transformée en révolution ; en compagnie de Karl Liebknecht et à la tête d'une assemblée de marin, le matelot Barth avait clamé que le temps de l'action politique était venu.

Le 4 novembre, à Kiel, les officiers du vaisseau de ligne *König* qui refusèrent de hisser le drapeau rouge furent assassinés par les mutins. Le lendemain, des navires chargés de rebelles arrivèrent en rade de Lubeck ; le 7 novembre, Kurt Eisner chassa le roi de Bavière et s'empara de la ville de Munich. La vague rouge submergeait l'Allemagne².

Dans ses Mémoires, Otto Abetz se souvient d'événements qui eurent lieu pendant ces journées où des révolutionnaires rouges atta-

quaient tous les militaires qui leur tombaient sous la main :

mon père, capitaine de réserve ayant dépassé la soixantaine, était alors affecté à l'Intendance militaire de Karlsruhe. Le 9 novembre 1918, ses hommes l'accompagnèrent depuis la caserne jusque chez lui afin qu'il ne fut pas molesté dans la rue par les bandes de révolutionnaires. Mon frère aîné était jeune lieutenant d'aviation. Il avait eu son avion abattu sur le front de l'Ouest, au cours de l'été 1918, et il était tombé gravement blessé dans les lignes allemandes. Hospitalisé à Karlsruhe, il faillit, pendant les journées de la révolution, être attaqué par une bande d'émeutiers alors qu'il marchait, péniblement appuyé sur des béquilles, vers l'hôpital où il était en traitement³.

Foch intraitable

C'est dans cette ambiance que, le 7 novembre, la commission allemande d'armistice prit le chemin des lignes françaises. Celle-ci était résolue à invoquer les promesses du président Wilson ainsi que la situation intérieure de l'Allemagne afin d'adoucir le vainqueur.

Le lendemain, elle fut conduite dans un wagon désormais célèbre situé à Rethondes. Là, le maréchal Foch l'attendait. Si les plénipotentiaires allemands nourrissaient encore certains espoirs quant au bon vouloir des Alliés, ceux-ci s'envolèrent : non seulement leur interlocuteur se montra intraitable mais il prit également le contre-pied des promesses wilsonniennes en lançant aux Allemands qu'ils étaient les vaincus. Des années plus tard, Foch racontait encore, à propos de cette journée du 8 novembre 1918 :

Quand je les ai vus devant moi, alignés de l'autre côté de la table, je me suis dit : « Voilà l'Empire d'Allemagne » [...].

Je leur ai demandé : « Qui êtes-vous ? » Ils se sont nommés. « Avez-vous des papiers ?... Nous allons les examiner... » Puis, je leur ai demandé : « Qu'est-ce que vous voulez ? — Connaître les propositions. — Je n'ai pas de propositions à faire. — Savoir les conditions d'un armistice. — Je n'ai pas de condition à vous donner. » Ertzberger a voulu me lire un papier, la note du président Wilson, je l'ai arrêté : « Demandez-vous l'armistice ? Dites-le. — Nous demandons l'armistice. — Bon. On va vous donner lecture des conditions arrêtées par les gouvernements alliés. »

Ils étaient bien las, ils étaient fourbus. C'étaient des bêtes traquées... Ertzberger m'a

¹ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, pp. 16-17.

² Pour tous ces faits, voy. de Brinon, pp. 5 à 8.

³ Voy. Abetz, p. 16.

tenu un long discours pour me demander des atténuations, m'expliquant qu'ils avaient la révolution chez eux, que les soldats n'obéissaient plus, que c'était la famine, qu'il n'y avait plus de pouvoir. Je l'ai arrêté : « C'est une maladie de vaincus que vous avez là, ce n'est pas une maladie de vainqueurs. Je ne la crains pas. Je refuse tout »¹.

« *Après une velléité de résistance* » (écrit A. Rivaud), la délégation allemande dut se résoudre à signer la convention d'armistice. C'était le 11 novembre 1918, à 5 h. 45 du matin².

En 1940, Hitler n'a pas été aussi loin que Foch

Aujourd'hui, lorsqu'on sait la façon dont ont été reçus et traités les plénipotentiaires allemands en 1918 à Rethondes, on comprend aisément que, vingt-deux ans plus tard, Hitler ait voulu effacer cet outrage en venant faire signer la délégation française dans le même wagon.

Je note toutefois que, le 21 juin 1940, le Führer n'a pas demandé aux Français qui arrivaient leurs papiers pour vérification. Non, il les a salués par une « *légère inclination* » puis tout le monde s'est assis³. Ensuite le maréchal Keitel a lu une courte allocution dans laquelle il était dit :

La France a été vaincue et s'est effondrée après une résistance héroïque et à la suite de nombreuses batailles sanglantes.

L'Allemagne n'a pas l'intention, cependant, de donner aux conditions d'armistice ou aux pourparlers d'armistice un caractère d'ignominie à l'égard d'un adversaire aussi brave⁴.

Ce comportement était à l'opposé de celui adopté par le maréchal Foch. Par conséquent, j'estime que, dans sa volonté de réparer l'outrage fait en 1918, Hitler a été beaucoup moins loin qu'il aurait pu.

1919 : une Paix génératrice de guerres

Les Alliés poursuivent le blocus de l'Allemagne pour la contraindre à accepter la paix

Cependant, revenons en 1918. Après la signature de l'armistice, les Alliés voulurent imposer leur paix, sans laisser à l'Allemagne la possibilité de se défendre. Parmi les mesures prises afin d'y parvenir, les vainqueurs poursuivirent, au mépris du Droit international, le blocus complet de l'Allemagne, jetant le pays dans la famine.

S'exprimant le 4 mars 1918 devant la Chambre des Communes, Winston Churchill déclara :

Nous tenons en mains tous nos moyens de coercition dans leur pleine efficacité et prêts à l'usage immédiat. Nous poursuivrons le blocus avec vigueur. Nous avons de fortes armées, prêtes à avancer au premier ordre. L'Allemagne est très près de mourir de faim. Tous les renseignements que j'ai reçus des officiers employés partout en Allemagne par le War Office, mentionnent en tout premier lieu les grandes privations qu'endure le peuple allemand et, secondement, le grand danger d'effondrement de toute la structure de la vie sociale et nationale de l'Allemagne sous la pression de la faim et de la sous-alimentation. C'est donc le bon moment d'arranger nos affaires⁵.

Ces paroles n'étaient pas mensongères : alors qu'en 1916, chaque allemand recevait en moyenne 3 300 calories par jour, ce nombre était tombé, deux ans plus tard, à 1 000-1 300 calories⁶, entraînant de nombreux décès.

D'après les statistiques officielles, près de 763 000 Allemands étaient morts entre 1915 et 1918 des suites du blocus⁷. Durant le premier semestre de l'année 1919, des dizaines de milliers de personnes continuèrent à mourir.

Le dessin page suivante, réalisé à l'époque par Käthe Kollwitz, dénonçait ce blocus meurtrier avec ces mots : « Les enfants allemands ont faim ! ».

¹ Voy. Charles Bugnet, *En écoutant le Maréchal Foch* (Éd. Grasset, 1929), p. 226.

² Voy. Rivaud, p. 51.

³ « Hitler entra bientôt [dans le wagon] après Göring, Ræder, Brauchitsch, Keitel, Ribbentrop et Hess. Au bout de quelques minutes, les Français parurent à leur tour [...]. Hitler se leva sans mot dire, imité par ses compagnons. Une brève inclination des deux côtés. Puis les deux délégations s'assirent à la table [...] » (voy. Schmidt, p. 252).

⁴ Voy. Montigny, p. 33.

⁵ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, p. 9.

⁶ Voy. Frey, p. 129 : « Das deutsche Volk hatte statt der notwendigen 3 300 Wärmekalorien seit Herbst 1916 mit 1 000 bis 1 300 Kalorien auskommen müssen ».

⁷ Id. Les nombres se répartissent comme suit : 1915 : 88 235 morts ; 1916 : 121 174 morts ; 1917 : 259 627 morts ; 1918 : 293 760 morts. Soit un total de 762 796 morts.



« Les enfants allemands ont faim », cri de détresse poussé par les populations allemandes victimes du blocus des Alliées en 19.

En avril 1919, une commission médicale composée de médecins hollandais, suédois et norvégiens, rendit son rapport sur la situation de l'Allemagne. On pouvait y lire :

La tuberculose, surtout chez les enfants, sévit dans des proportions effrayantes et, en général, sous une forme maligne. De même le rachitisme affecte des formes plus graves et se propage de plus en plus. Il est impossible de faire quoi que ce soit contre ces maladies : il n'y a ni lait pour les tuberculeux, ni huile de foie de morue pour les rachitiques... La tuberculose prend des aspects presque sans précédents, tels qu'on ne les a vus jusqu'ici que dans des cas exceptionnels. Le corps tout entier est attaqué partout à la fois et, sous cette forme, le mal est pratiquement incurable. A présent, la tuberculose est pratiquement toujours mortelle pour les adultes. Dans les hôpitaux, elle fournit 90 % des cas. Rien ne peut être entrepris pour la combattre à défaut de nourriture¹.

Un mois plus tard, le journal *Neue Freie Presse* écrivit :

Dans les dernières années de la guerre, dans la seule Autriche, au moins 35 000 personnes ont succombé à la tuberculose, dans la seule ville de Vienne 12 000. Actuellement, on chiffre à 350 000 ou 400 000, si pas plus, le nombre des personnes qui devraient être traitées comme tuberculeuses... Par la suite de la sous-alimentation, il se forme une génération anémiée avec des muscles atrophiés, des articulations atrophiées, des cerveaux atrophiés [Id.].

En juin 1919, un écrivain qui avait accompagné Herbert C. Hoover en Allemagne, s'exprima en ces termes :

J'ai visité de vastes régions rurales où 90 % de tous les enfants étaient rachitiques et où les enfants ne commencent à marcher qu'à l'âge de trois ans... suivez-moi dans une école de l'Erzgebirge. Vous croyez que c'est une maternelle ? Non, ce sont des enfants de sept et de huit ans. Les figures sont minces, les yeux grands et ternes surplombés par de grands fronts bombés de rachitiques, les petits bras n'ont que les os et la peau et, sur les jambes tordues aux articulations disjointes, les estomacs boursoufflés et en pointe, indice de l'œdème causé par la faim [Ibid., pp. 78-79].

Des conditions des paix élaborées par les vainqueurs en l'absence des vaincus

Et pendant que les Allemands agonisaient dans les affres de la faim, les Alliés élaboraient, entre eux, sans que les vaincus ne fussent autorisés à participer aux discussions², les conditions de paix.

Les négociations officielles durèrent un peu plus de trois mois ; du 18 janvier 1919 jusqu'à la fin du mois d'avril. En vérité, elles avaient débuté officieusement dès le début du mois de décembre 1918, entre plusieurs hommes d'influence des pays alliés³.

Dans mon livre *Les Crimes « Libérateurs » contre la Paix*, j'ai déjà décrit, en m'appuyant sur les travaux antérieurs de Henri Pozzi, la manière scandaleuse dont les pourparlers de paix furent menés. J'ai notamment rappelé :

- comment, selon les mots de H. Lansing :
« Tout ce qui se passait en séance publique

² Le 18 janvier 1919, jour de l'ouverture de la « Conférence de la Paix », le Président français, Raymond Poincaré, déclara : « Vous avez pensé que les conditions de la paix devaient être arrêtées entre nous avant d'être communiquées à ceux contre qui nous avons ensemble combattu le bon combat » (voy. *L'Image*, n° 210, février 1919, p. 2).

³ Dans ses mémoires, le directeur de la politique étrangère au Times, Henri Wickham Steed, écrit : « Quoique la Conférence ne dût pas inaugurer officiellement ses travaux avant le milieu de janvier, Northcliffe s'était montré très désireux que notre organisation fût mise en train dès avant la fin décembre ; le colonel House [conseiller du président Wilson] souhaitait également que je fusse à Paris le plus tôt possible. C'est pourquoi je m'y rendis le 6 décembre [...] » (Voy. Steed, p. 245).

¹ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, p. 78.

était convenu et réglé d'avance. Les accords et marchandages y avaient lieu toutes portes closes »¹ ;

- comment les experts chargés notamment du tracé des nouvelles frontières avaient été stipendiés afin qu'ils rendent des rapports favorables à la cause de ceux qui les payaient (« *durant les conférences, la victoire appartenait "non à la cause la plus juste, mais à la mieux défendue, la mieux argentée"*. Le 3 février 1919, un membre de la délégation roumaine [avait déclaré] : « Nous en sommes déjà de plus de dix millions, sans compter les pourboires » », *Ibid.*, p. 52) ;
- comment les Roumains et les Tchèques avaient eu recours aux « *jolies filles* » afin d'influencer, sur l'oreiller, les membres des conférences de paix (*Ibid.*, pp. 53-54).

« L'heure était à la toute vengeance »

Dans les derniers jours du mois d'avril, la délégation allemande fut invitée à prendre connaissance du texte péniblement élaboré, au milieu des discordes et des disputes, par les vainqueurs. Elle avait à sa tête le comte Brockdorff-Rantzau et comprenait une suite nombreuse d'experts, de traducteurs et de secrétaires.

Dès son arrivée, la délégation put se rendre compte de l'atmosphère de haine « anti-boche » qui régnait à Versailles, avec la complicité des autorités. Ainsi que l'écrivit plus tard Paul Allard : « *L'heure [était] à la toute vengeance* »². A la gare, les soldats français commandés par le colonel Henry reçurent l'ordre de ne pas porter les bagages des plénipotentiaires allemands³. De son côté, l'hebdomadaire *L'Image* publia, en couverture, un montage photographique qui montrait le comte Brockdorff-Rantzau au milieu de champs de ruines avec, comme légende : « *Le comte de Brockdorff Rantzau. L'avocat des Huns devant leur œuvre* » (voy. ci-contre).

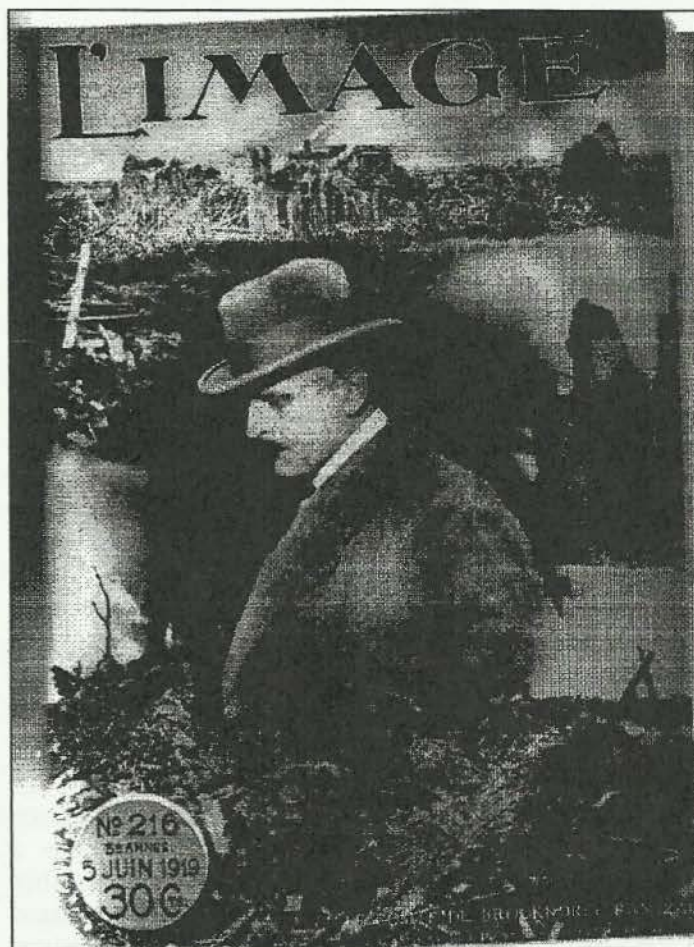
Dans les jours qui suivirent, la population de Versailles conspua les femmes de la délégation allemande qui descendaient de l'hôtel où on les avait logées afin de faire leur marché. Lorsque des journaux voulurent publier des articles rappelant les Versaillais à la

courtoisie la plus élémentaire, la censure l'interdit⁴.

Les derniers espoirs de miséricorde s'envolent

Après plusieurs jours d'attente, le 6 mai, la Délégation allemande fut enfin introduite dans la salle de Trianon où l'attendaient les membres de la Conférence de Paix. A leur tête se trouvait G. Clemenceau, dit « le Tigre ». Plus tard, Jacques Bainville écrira : « *Homme de la guerre, M. Clemenceau n'était pas préparé à la paix. Il songeait à faire le plus de mal à l'Allemagne* »⁵. Son discours d'ouverture, prononcé face aux plénipotentiaires allemands, le prouva. Parlant sans ambages, G. Clemenceau déclara :

Vous nous avez poussés à la guerre. L'heure est venue de régler les comptes. Vous avez demandé la paix. Elle vous sera accordée. Nous vous remettons le livre de la paix. Vous aurez tout loisir de l'examiner [...]. Nous avons



⁴ « *L'Œuvre, Bonsoir, voudraient publier des échos rappelant à la courtoisie la population de Versailles qui conspue les nombreuses "fraûlein" de la Délégation dès qu'elles descendent faire leur marché. Arrêtés [par la censure]* » (voy. Allard, pp. 168-9)

⁵ Voy. Bainville, p. 56.

¹ Voy. Reynouard, p. 48.

² Voy. Allard, p. 27.

³ Voy. Allard, pp. 158-159.

acheté trop cher la seconde paix de Versailles pour que nous puissions porter à nous seuls les conséquences de cette guerre.

Et pour vous faire connaître une autre face de ma pensée, je dois nécessairement ajouter que cette deuxième paix de Versailles [la première avait été signée en 1871] a été trop chèrement achetée par les peuples ici représentés pour que nous ne soyons pas tous tenus de recourir à tous les moyens dont nous disposons afin d'obtenir la juste satisfaction du tort qui nous fut fait¹.

La Délégation allemande était venue avec l'espoir que le président Wilson aurait réussi à imposer ses vues dans la préparation de la paix et qu'elle pourrait discuter oralement le projet de traité². Or, ce discours laissait entrevoir non seulement les énormes exigences que le vainqueur allait formuler, mais aussi sa volonté des les imposer, pratiquement sans discuter.

Cette crainte se confirma, lorsque, dans la suite de son discours, G. Clemenceau déclara que le traité de paix était arrêté et que les plénipotentiaires allemands étaient seulement autorisés à formuler, dans les quinze jours, des observations écrites³.

La Délégation allemande horrifiée

Le projet de traité fut traduit avec célérité. Dans la nuit du 9 au 10 mai, horrifiés par les conditions du vainqueur, les membres de la Délégation voulurent partir en claquant la porte. Le comte Brockdorff-Rantzau les décida finalement à rester⁴.

Les clauses qualifiées d'intolérables par les plénipotentiaires étaient celles relatives :

- aux responsabilités de la guerre : l'article 231 du Traité de Versailles s'énonçait comme suit :

Les gouvernements alliés et associés déclarent, et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.

- aux « réparations » — déjà ! — que l'Allemagne devrait verser aux vainqueurs : une somme estimée à environ 375 milliards de francs-or par la France.

- aux cessions de territoires à : la France, la Pologne ressuscitée, la nouvelle Tchécoslovaquie, la Lituanie, la Belgique et la SDN.

Le Gouvernement allemand refuse de signer le traité de paix

Le 12 mai, le président du Conseil allemand, Philipp Scheidemann, déclara le projet de paix irrecevable⁵. Un jour plus tard, la Commission économique allemande chargée de l'étude des effets des conditions de paix sur la situation de la population allemande, rendit un rapport dans lequel on pouvait lire :

Nous ne savons pas ... si les délégués des puissances alliées et associées se figurent les conséquences inévitables pour l'Allemagne, pays industriel, à population fort dense, intimement lié au système économique du monde, obligé d'importer d'énormes quantités de matières premières et de denrées alimentaires, si elle se trouve soudainement refoulée à la phase de son évolution correspondant à sa situation économique et à son chiffre de population d'il y a un demi-siècle. Ceux qui signeront ce traité signeront du même coup la sentence de mort de bien des millions d'Allemands, hommes, femmes et enfants⁶.

Le 17 mai, le maréchal Hindenburg « *conseill[a] la résistance* » au projet de traité⁷.

Les Allemands rédigent un contre-projet...

Onze jours plus tard, enfin, la Délégation allemande soumit à la Conférence de Paix un contre-projet :

⁵ Voy. Rivaud, 64.

⁶ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, p. 34.

⁷ Voy. Rivaud, 64.

¹ Voy. de Brinon, p. 13. Voy. également Allard, p. 178, note.

² « Les Allemands n'ont pas été admis à participer à l'élaboration du projet de traité. Au moins espèrent-ils pouvoir en discuter oralement le texte » (voy. Chastenot, p. 46).

³ « quand, le 6 mai, [les] plénipotentiaires [allemands] comparaissent devant la Conférence réunie en séance plénière, c'est pour s'entendre signifier par Clemenceau que ce texte [celui du traité de paix] est maintenant arrêté et qu'ils sont seulement autorisés à formuler à son sujet, dans les quinze jours, des observations écrites » (voy. Chastenot, p. 46). Voy. également Dreyfus, p. 34 : « le Reich doit faire part de ses observations dans les quinze jours ».

⁴ « de leurs stupeurs, de leur révolte devant le "Diktat" déchiffré, de leur délibération en corps toute la nuit du 9 au 10 d'où faillit sortir leur retrait définitif — le comte Brockdorff-Rantzau les décida à rester — [...] rien ou presque ne transparaîtra [dans la presse française] » (voy. Allard, p. 181).

la plupart des exigences alliées sont repoussées ; territorialement, l'Allemagne ne consentirait guère qu'à céder l'Alsace-Lorraine à la France, quelques districts de ses marches orientales à la Pologne et le nord du Sleswig au Danemark (lequel d'ailleurs n'a pas été belligérant) ; elle reconnaîtrait aussi l'indépendance des États Baltes, mais elle conserverait ses colonies. Pour les réparations, Brockdorff-Rantzau offre une somme forfaitaire de 100 milliards de marks-or (126 milliards de francs-or) payable en trente annuités et sans intérêts¹.

...immédiatement rejeté par les vainqueurs

Quelle fut la réaction des vainqueurs ? Jacques Chastenet poursuit :

Les financiers de la Cité ont persuadé Lloyd George que l'existence d'une Allemagne prospère est nécessaire au commerce britannique : les diplomates du *Foreign Office* l'ont convaincu du danger que présenterait une France prépondérante sur le continent. Aussi incline-t-il à faire droit à bon nombre des revendications allemandes. Mais Clemenceau s'y refuse avec violence. De son côté, Wilson, de plus en plus pressé de partir, ne veut pas que soit remis en cause un texte si laborieusement établi².

Les Allemands sommés de signer dans les sept jours

Et pendant que les vainqueurs discutaient, les Allemands espéraient en un texte nouveau ou, au moins, en une refonte partielle. Or, le 16 juin :

Stupeur, effondrement de leur part quand le secrétaire général de la Conférence de la Paix, Dutasta, rend au Dr Simmons le même énorme volume blanc qu'on avait remis six semaines plus tôt [...]. « Quelques phrases, peu nombreuses, avaient été rayées à l'encre rouge et remplacées par des dispositions d'un autre genre, également tracées à l'encre rouge et à la main »³.

François-Georges Dreyfus a donc raison d'écrire que les contre-propositions allemandes furent « *quasiment toutes refusées* »⁴. Le seul changement notable concernait la Haute-Silésie que les vainqueurs avaient

donnée à la Pologne : ceux-ci acceptèrent qu'un plébiscite soit organisé plus tard afin de décider de son sort⁵.

Face aux protestations allemandes, les vainqueurs « *stipulèrent que le traité avec les modifications mentionnées dans la réponse devait être accepté ou rejeté dans les sept jours* »⁶. Le comte Brockdorff-Rantzau rétorqua qu'il ne signerait jamais un texte « *portant sentence de mort sur plusieurs millions d'Allemands* »⁷. Sachant que les Alliés resteraient inflexibles, il annonça le départ de la Délégation allemande pour le soir même.

Incidents lors du départ de la Délégation allemande

Le soir, des groupements de l'*Action française*, de la *Ligue des patriotes* etc. se réunirent devant l'Hôtel où les plénipotentiaires allemands préparaient leurs bagages. Paul Allard écrit :

Les premières voitures transportant les subalternes sortirent dans le calme. Quand viennent celles des ministres (il y eut un embouteillage maladroit) la rumeur croît, les invectives commencent à jaillir. Bientôt, les cailloux, les pierres. Une vitre qui vole en éclat dans la voiture de Giesberts, la secrétaire du ministre blessée ; une autre dactylo, à lunettes, éborgnée (elle perdra l'œil)⁸.

Le lendemain, les autorités françaises réagirent en révoquant le préfet de Seine-et-Oise, M. Chaleil. De son côté, G. Clemenceau rédigea une lettre d'excuses au comte Brockdorff-Rantzau, dans laquelle il dénonçait ces « *actes condamnables et si fâcheusement contraires aux lois de l'hospitalité* » (Id).

L'Allemagne tente de sauver l'honneur

Pendant ce temps, dans le train qui le ramenait en Allemagne, le comte Brockdorff-Rantzau rédigeait un mémoire qui concluait à la non-signature (*Ibid.*, p. 220). Puis ce fut au tour de l'Assemblée nationale allemande de lutter pied à pied :

Ce qu'elle voudrait tout au moins sauver, c'est l'honneur ! Faire retirer du traité ce maudit

¹ Voy. Chastenet, p. 46.

² Voy. Chastenet, p. 47.

³ Voy. Allard, p. 217. La phrase entre guillemets est extraite de livre de Novak, *Versailles 1919* (Éditions Rieder).

⁴ Voy. Dreyfus, p. 34 : « Le 29 mai, on remet aux Alliés les contre-propositions allemandes. Elles sont *quasiment toutes refusées* ».

⁵ « *seules quelques retouches de détail sont consenties : il est en particulier admis qu'un plébiscite décidera du sort de la Haute-Silésie* » (voy. Chastenet, p. 47).

⁶ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, p. 30.

⁷ Voy. Chastenet, p. 47.

⁸ Voy. Allard, p. 219.

texte (article 231) qui la charge d'une responsabilité unique et unilatérale. Dieu sait si Brockdorff-Rantzau s'est déjà battu là-dessus, s'il a tenté de démontrer lumineusement aux Alliés qu'entre la note du 5 novembre 18 où son pays se déclarait responsable envers la Belgique pour son agression du 4 août, et les lignes qui le transforment en unique coupable de la Guerre, il y a une marge, un abîme ! Clemenceau est resté ferme, implacable ; Wilson s'est tu [*Ibid.*, p. 222].

Les vainqueurs ont recours au chantage et menacent de reprendre les hostilités

Face au refus allemand de signer, les Alliés optèrent pour le chantage ; ils brandirent le spectre de la reprise des hostilités avec l'invasion de l'Allemagne. Prenant la parole à Amiens, Lloyd George lança :

Les Allemands disent qu'ils ne signeront pas. Leurs journaux disent qu'ils ne signeront pas. Leurs hommes politiques en disent autant. Nous disons : Messieurs, vous devez signer. Si vous ne le faites pas à Versailles, vous le ferez à Berlin¹.

L'Allemagne, qui ne voulait résolument pas signer, s'y prépara. Mais les militaires consultés répondirent qu'en cas de reprises des hostilités, le Reich n'avait aucune chance². Interrogé par le président Ebert, le général Grœner, premier quartier maître général de l'armée, répondit :

La reprise de la lutte, après des succès éphémères dans l'Est, ne permet pas de compter sur un avantage final. C'est pourquoi la paix doit être conclue, aux conditions fixées par l'ennemi³.

Le 20 juin, P. Scheidemann démissionna, « entraînant la démission du ministère tout entier »⁴. Celui-ci fut remplacé par un autre social-démocrate, Bauer.

L'Allemagne capitule sous la contrainte

Deux jours plus tard, l'Assemblée allemande vota, par 237 voix contre 138 et six

abstentions, la signature du traité de Versailles ; toutefois, elle se refusait à reconnaître sa responsabilité unilatérale dans le conflit (article 231) et s'opposait à la livraison de l'Empereur Guillaume II ainsi que d'autres personnalités allemandes, considérées par les vainqueurs comme des « coupables de guerre » (article 227-228)⁵.

L'Allemand Haniel fut chargé d'apporter à Paris cette réponse et ces ultimes objections. Mais G. Clemenceau n'accepta aucune discussion : « *Le temps des explications est passé* » lança-t-il au représentant allemand avant d'exiger « *une soumission complète dans les 24 heures* »⁶.

Le 23 juin, à 16 heures, le gouvernement allemand télégraphia à Paris :

Le gouvernement de la république allemande, par les communications des gouvernements alliés et associés, a pu se rendre compte, non sans en être alarmé, que ceux-ci étaient décidés à faire accepter de force, par l'Allemagne, également des conditions de paix qui, bien que dépourvues de portée matérielle, visent à priver le peuple allemand de son honneur. Ce n'est pas un acte de violence qui peut toucher à l'honneur de la nation allemande. Pour la défendre au dehors, elle ne dispose d'aucun moyen, après les épouvantables souffrances des quatre dernières années. Cédant à des forces supérieures aux siennes, et sans abandonner pour autant son opinion quant à l'injustice inouïe des conditions de paix, le gouvernement de la république allemande se déclare prêt à accepter et à signer les conditions de paix imposées par les gouvernements alliés et associés⁷.

Deux jours plus tard, Hindenburg et Grœner donnèrent leur démission⁸.

Le Reich, qui se sent trahi, signe la Paix

Puis, le 28 juin à 15 heures, deux plénipotentiaires allemands, Hermann Müller, ministre des Affaires étrangères du Reich, et le Dr Bell, ministre de la Justice, furent introduits dans la Galerie des glaces à Versailles. Dans son allocution, G. Clemenceau déclara :

⁵ Voy. Rivaud, p. 64 et Allard, pp. 222-223 : « Le 21 juin, la Chambre allemande se déclare prête à signer... "sans toutefois reconnaître, par cette signature, que le peuple allemand soit l'auteur de la guerre et sans assumer les obligations découlant des articles 227 à 230 du Traité de Paix" ».

⁶ Voy. Rivaud, p. 64.

⁷ Voy. de Brinon, p. 16.

⁸ Voy. Rivaud, p. 64.

¹ Voy. La Vérité sur cette Guerre, pp. 9-10.

² « les généraux représentent que l'armée allemande, en l'état où elle est, n'a aucune chance d'opposer une résistance sérieuse aux forces que Foch s'appête à jeter sur la rive droit du Rhin » (voy. Chastenot, p. 47).

³ Voy. de Brinon, p. 15.

⁴ Voy. Rivaud, p. 64.

Les signatures qui vont être données vaudront un engagement irrévocable d'accomplir loyalement et fidèlement dans leur intégrité toutes les conditions qui ont été fixées¹.

Sans répondre — mais qu'auraient-il pu répondre ? —, sans un mot, les Allemands signèrent. Il était 15 h. 12 (*Id.*).

Avant de continuer, j'effectuerai les remarques suivantes : par ironie, les Français avaient logé la Délégation allemande à l'Hôtel des Réservoirs, là même où Bismarck avait établi son quartier général en 1871. Encore

↓ Résumé des conditions de paix imposées à l'Allemagne en 1919 (d'après Nitti).

par ironie, la Conférence de Paix qui devait décider le démembrement de l'Empire allemand s'était ouverte le 18 janvier 1919, quarante-huit ans jour pour jour après la signature de la paix de 1871 qui avait unifié cet Empire. Toujours par ironie, les deux plénipotentiaires allemands furent contraints de signer la paix de 1919 dans la Galerie des glaces, là même où avait été signée celle de 1871.

Par conséquent, j'estime les Français mal placés lorsqu'ils fustigent l'esprit de revanche de Hitler, qui, en 1940, fit « symboliquement » signer les plénipotentiaires français dans le wagon de Rethondes.

Résumé des conditions de Paix signées en juin 1919 par les Allemands

Jusqu'au paiement de l'indemnité l'Allemagne perd le caractère fondamental d'un État souverain. Une partie de son territoire reste occupée par des troupes ennemies pendant une période de 15 ans et il est établi une série de contrôles militaires, administratifs et relatifs aux transports, etc. La commission des réparations a le pouvoir d'apporter toutes les modifications qu'elle croit utiles aux lois et règlements de l'État allemand et d'appliquer des sanctions d'ordre militaire et économique en cas de violation des clauses placées sous son contrôle. Les ressources de l'Allemagne, même quand elles sont insuffisantes, sont destinées à assurer la réparation intégrale de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés.

Accusation portée contre Guillaume II comme responsable de la guerre.

Cession de l'Alsace-Lorraine à la France sans aucune obligation imposée à celle-ci¹. Attribution à la Belgique des territoires d'Eupen, Malmédy et Moresnet sans plébiscite. (Ces districts n'avaient jamais fait partie de la Belgique.)

Cession des provinces de Posnanie et de Prusse occidentale à la Pologne sans plébiscite.

La ville de Dantzig enlevée à la Prusse et érigée en ville libre sous la protection de la Société des Nations. La Pologne obtient le contrôle du fleuve, du réseau ferré et la direction des relations extérieures de la ville, quoique moins de 5 % des habitants soient de souche Polonaise. Le corridor polonais, découpé dans le territoire prussien, sépare la Prusse orientale du corps de l'Allemagne.

Le territoire de Memel arraché à la Prusse et tenu en réserve par les alliés qui en disposeront selon leurs intérêts.

Abolition des traités établissant l'économie politique. Annulation de tous les traités conclus par l'Allemagne au cours de la guerre.

L'Autriche allemande, comprenant autrefois environ 12 millions d'Autrichiens allemands, réduite aux proportions d'un petit État comptant à peine 6 millions d'habitants, dont environ un tiers vivent dans la capitale. Elle ne peut s'unir à l'Allemagne sans le consentement de la Société des Nations. Il lui est interdit de participer aux affaires d'un autre État, notamment de l'Allemagne, tant qu'elle ne sera pas admise à la Société des Nations. Comme le consente-

ment de la Société de Nations doit être accordé à l'unanimité, il suffirait d'un vote négatif de la France pour empêcher le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne (Voir le chapitre sur l'Autriche).

Attribution au Danemark de la partie nord du Schleswig.

Création d'un État tchécoslovaque englobant le territoire autonome des Ruthènes au sud des Carpathes. L'Allemagne abandonne en faveur du nouvel État tous ses droits et toutes ses revendications sur une partie de la Silésie.

Création de l'État polonais auquel sont dévolues la Posnanie et une partie de la Prusse occidentale. La Haute-Silésie (faisant depuis 700 ans partie de la Prusse) décidera par un plébiscite si elle désire être réunie à l'Allemagne ou à la Pologne. La Pologne, même sans la Haute-Silésie, devient un État de 31 millions d'habitants, avec environ 30 % de population allogène et comprenant de nombreux groupes allemands (Pendant qu'on discutait encore au sujet du plébiscite, la Pologne envahit la Haute-Silésie et la réclama, sans qu'on s'y opposât, avec toutes ses mines de houille, de fer et de zinc de grande valeur).

Abandon de toutes les colonies allemandes à la Grande-Bretagne et à la France.

Abandon de tous droits et de toutes revendications en Chine, au Siam, en Libéria, au Maroc, en Egypte, en Turquie, en Bulgarie et à Shantung.

Création d'une Société des Nations excluant les États ennemis. La Société, telle qu'elle était constituée, garantissait aux alliés le maintien des traités de paix.

Clauses militaires

L'Allemagne était obligée de livrer ses armes et de réduire ses effectifs au minimum nécessaire pour sa défense intérieure. L'armée allemande n'avait pas d'état-major; ses soldats étaient des mercenaires enrôlés pour une période de 10 ans. Elle ne pouvait comprendre plus de sept divisions d'infanterie et trois de cavalerie, ni dépasser le total de 100 000 hommes, officiers compris. Elle n'avait ni état-major, ni aviation militaire, ni artillerie lourde. Le nombre des gendarmes et des agents de police municipaux ne pouvait être augmenté qu'en proportion de l'accroissement de la population. Le maximum autorisé pour l'artillerie était limité aux besoins de la défense intérieure. Il était strictement interdit à l'Allemagne d'importer des armes, des munitions et du matériel de guerre de tout genre. La

¹ Voy. Allard, 227.

conscription était abolie et les officiers devaient rester en service jusqu'à l'âge de 45 ans au moins. Aucune institution scientifique ou culturelle ne pouvait s'intéresser aux questions militaires. Toutes les fortifications situées à l'ouest d'une ligne tracée à 50 Km. de la rive droite du Rhin devaient être démolies et en aucun cas des troupes allemandes ne pouvaient franchir cette ligne.

Démantèlement d'Helgoland et démolition des ouvrages de défense du canal de Kiel.

Destruction sous la surveillance de commissions de contrôle alliées de tous les chars de combat, avions, canons lourds et de campagne, notamment de 35 000 canons, 160 000 mitrailleuses, 2 700 000 fusils, ainsi que des outils et des machines nécessaires à leur fabrication. Destruction de tous les arsenaux. Destruction de la flotte allemande qui devait être limitée à des proportions déterminées.

Création de commissions militaires de contrôle interalliées pour surveiller et poursuivre l'exécution des clauses militaires et navales. Les frais en incombent à l'Allemagne et les commissions avaient le droit de s'installer dans le siège du gouvernement central.

Occupation à titre de garantie pendant une période de quinze ans à partir de la mise en vigueur du traité des têtes de pont et des territoires alors occupés à l'ouest de Rhin. Mais si la Commission des Réparations estime que l'Allemagne refuse de remplir en tout ou en partie ses obligations résultant de traité, les zones spécifiées dans le traité seraient aussitôt occupées par les troupes des puissances alliées et associées.

Clauses économiques et financières

L'Allemagne est tenue de réparer intégralement tous les dommages causés aux puissances alliées et associées.

Les mines de houille de la Sarre sont données à la France en pleine et absolue propriété, exemptes de tous liens et obligations, en compensation de la destruction des mines de houille du nord de la France. (Avant la guerre la production de charbon du bassin de la Sarre se montait à 17 millions de tonnes et ces riches mines étaient données à la France à perpétuité pour remplacer ses propres mines qui pouvaient être remises en état en un an ou deux.) Le territoire sarrois comptant environ 700 000 habitants, tous Allemands, est incorporé dans le système douanier français et sera soumis à un plébiscite après quinze ans révolus.

L'Allemagne ne peut prélever sur les importations des pays alliés des droits plus élevés que sur celles de tout autre pays. Ce traitement de la nation la plus favorisée, à étendre à tous les États alliés et associés, n'implique aucun engagement de réciprocité. Une limitation analogue s'applique aux exportations, sur lesquelles aucun droit spécial ne peut être prélevé.

Les exportations de l'Alsace-Lorraine en Allemagne sont exemptes de droits sans réciprocité.

L'Allemagne livre aux alliés tous les vapeurs de sa marine marchande dépassant 1600 tonnes, la moitié de ceux allant de 1000 à 1600 tonnes et le quart de ses bateaux de pêche. Au surplus elle s'engage à construire à la demande des alliés, annuellement et pendant une période de cinq ans, 200 000 tonnes de navires selon une indication des alliés et la valeur de ces nouvelles constructions sera portée à son crédit auprès de la Commission des Réparations.

L'Allemagne abandonne tous ses droits et revendications sur ses possessions d'outre-mer et tous les contrats et conventions en faveur de sujets allemands pour la construction et l'exploitation de travaux publics, ce qui sera considéré comme un acompte sur les réparations dues. La propriété privée des Allemands dans les colonies ainsi que le droit pour les Allemands d'y habiter et d'y travailler seront soumis à la libre juridiction des États victorieux occupant ces colonies. Ceux-ci se réservent le droit de confisquer et de liquider toute propriété et toute revendication appartenant à des Allemands.

La propriété privée de citoyens allemands résidant en Alsace-Lorraine est soumise au même traitement que celle des résidents des anciennes colonies allemands. Le Gouvernement français peut confisquer, sans accorder aucune compensation, la propriété privée des Allemands et des sociétés allemandes en Alsace-Lorraine. Les sommes ainsi obtenues seront mises au crédit du compte du règlement partiel de revendications françaises éventuelles. Les propriétés de l'État et d'organes publics locaux seront également livrées sans compensation. Les alliés et associés se réservent le droit de saisir et de liquider les propriétés, revendications et intérêts appartenant à la date de la ratification du traité à des citoyens allemands ou à des sociétés contrôlées par eux se trouvant dans leurs territoires, colonies, possessions et protectorats, y compris les territoires cédés en vertu des stipulations du traité.

Après avoir attribué en propriété perpétuelle à la France, les mines de houille de la Sarre en compensation du dommage temporaire subi par les mines françaises, le traité indique les meilleurs moyens de priver l'Allemagne dans la plus large mesure possible de ses charbons et de son fer. La Haute-Silésie étant soumise au plébiscite pendant que les troupes alliées l'occupaient, l'Allemagne devait nécessairement perdre plusieurs de ses plus importantes mines de houille, si le plébiscite lui était défavorable et elles les perdit de fait, lorsque la Pologne s'en empara en dépit du plébiscite.

L'Allemagne doit livrer à la France, en tant que partie des réparations, 7 000 000 de tonnes de charbon par an pendant dix ans et, en outre, une quantité de charbon égale à la production annuelle avant la guerre des mines de houille du Nord et du Pas-de-Calais entièrement détruites pendant la guerre; ladite quantité ne pourra excéder 20 000 000 de tonnes dans les cinq premières années. En outre l'Allemagne doit donner 8 000 000 de tonnes à la Belgique pendant une période de dix ans et à l'Italie une quantité de charbon qui, commençant par 4 500 000 tonnes pour l'année 1919-20, atteint le chiffre de 8 500 000 tonnes dans les cinq années qui suivent l'exercice 1923-24. Au Luxembourg l'Allemagne doit fournir du charbon sur la base de la fourniture annuelle moyenne d'avant la guerre. Au total l'Allemagne est forcée de livrer aux vainqueurs comme partie des réparations, 25 000 000 de tonnes de charbon par an.

Pendant trois ans les exportations de Pologne en Allemagne et pendant cinq ans les exportations du Luxembourg en Allemagne, seront entièrement franches de douane sans droit de réciprocité.

Les alliés ont le droit d'adopter dans les territoires de la rive gauche du Rhin occupés par leurs troupes un régime douanier spécial, tant pour les importations que pour les exportations.

Après avoir livré 5000 locomotives et 150 000 trucks et wagons avec tous leurs accessoires et leur équipement, l'Allemagne remet de réseau ferré des territoires qu'elle perdait avec tout le matériel roulant en bon état d'entretien et cette mesure s'appliqua même à la Pologne prussienne occupée par l'Allemagne durant la guerre.

Le réseau des transports allemand et l'administration de l'Elbe, du Rhin, de l'Oder et du Danube furent confiés à des commissions interalliées en raison du fait qu'ils passent par plus d'un État et donnent accès à la mer. Dans toutes ces commissions l'Allemagne est représentée par une faible minorité. La France et la Grande-Bretagne, non directement intéressées, ont dans toutes les importantes commissions fluviales de nombreux délégués, tandis que, dans la commission rhénane, l'Allemagne n'a que quatre voix sur dix-neuf. Une créance nantie en premier rang grève toute la production et les ressources des États allemands en garantie des paiements des réparations et des autres charges spécifiées dans le traité.

Le coût total des armées d'occupation alliées et associées est supporté par l'Allemagne, y compris l'entretien des hommes et des animaux, les soldes et paies, le logement, le chauffage, l'habillement, etc., voire même les services vétérinaires, les camions automobiles et les autos. Tous les frais seront remboursés en marks-or.

La créance nantie est exigible dans l'ordre suivant:

- (a) Remboursement des dépenses pour les armées d'occupation pendant l'armistice et après la conclusion du traité de paix.
- (b) Paiement des réparations telles que les fixent le traité de paix et les conventions additionnelles.
- (c) Autres dépenses découlant des conditions de l'armistice, du traité de paix et d'autres conditions et conventions supplémentaires. Restitution, sur la base d'une estimation présentée soixante jours après la mise en vigueur du traité par la Commission des Réparations, du bétail volé ou détruit par les Allemands et nécessaire à la remise en état des territoires envahis, avec le droit d'exiger de l'Allemagne, comme partie des réparations, la livraison de machines, d'appareils de chauffage, d'ameublements, etc.

Remboursement à la Belgique de toutes les sommes que lui ont avancées les puissances alliées et associées durant la guerre.

Compensation de toutes les pertes et de tous les dommages subis par la population civile des puissances alliées et associées pendant la période où elles se sont trouvées en guerre avec l'Allemagne.

Paiement pendant les deux premières années de vingt milliards de marks, soit en or, soit sous forme de livraison de marchandises, de vaisseaux, etc. au compte des réparations.

Le scandale des réparations

Quelle était cette « paix » qui venait d'être signée sous la contrainte ?

Un traité fondé sur un mensonge historique

Comme nous l'avons dit plus haut, les vainqueurs déclaraient l'Allemagne unique responsable du conflit. Tel était le sens de l'article 231. Or, en 1928, le public apprit que cet article avait été rédigé « le 24 mars 1919 alors que le rapport des experts chargés d'étudier la question des responsabilités n'a[va]it été déposé que le 29 mars »¹. Il devenait évident que les rédacteurs du texte si contesté en Allemagne avaient été mus par le souci d'énoncer une « vérité politique » et non une vérité historique.

En 1937, d'ailleurs, dans son ouvrage magistral intitulé : *Les Coupables. La vérité sur les responsabilités de la guerre et les dessous de la paix*, H. Pozzi démontra, à l'aide de documents secrets auxquels il avait eu accès, que la grande guerre avait été déclenchée par la mobilisation russe, celle-ci ayant eu lieu non le 29 juillet, comme on l'enseigne encore aujourd'hui², mais cinq jours plus tôt, le 24 juillet. C'est cette mobilisation russe qui avait mis le feu aux poudres, entraînant la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie (le 28 juillet) et la mobilisation allemande (1^{er} août au matin) :

Ce n'est ni à l'Autriche, dont on sait aujourd'hui qu'elle avait tout à coup vu l'abîme et n'aspirait plus qu'à un règlement diplomatique de son conflit avec la Serbie³ ; ni à la Hongrie,

pour laquelle la preuve est faite qu'elle avait tout fait pour la paix et que Bénès mentait impudemment lorsqu'il l'accusait, en 1916, d'être le responsable de la guerre⁴ ; ni à l'Allemagne, dont il n'est plus discutable aujourd'hui, également, qu'elle a été poussée à l'action par la mobilisation russe, que nous devons d'avoir eu la guerre...

Nous le devons à la Russie seule...

Sans la mobilisation du 24 juillet, qu'elle nous a cachée pendant quarante-huit heures, pour nous mettre dans l'impossibilité de l'arrêter ; sans les instructions de repousser les exigences autrichiennes secrètement données à Belgrade [...] les efforts tentés de tous côtés, pendant la dernière semaine de juillet 1914, pour sauver la paix, auraient réussi. Il n'y aurait pas eu de guerre...³.

Dans les années qui suivirent la signature du Traité de Versailles, certains Français prétendirent que l'article 231 ne constituait pas, pour l'Allemagne, un aveu de culpabilité dans le déclenchement de la guerre⁴.

Pourtant, dès qu'un Allemand s'élevait contre la thèse de la responsabilité allemande unique, il était aussitôt contredit par des Français. Ainsi, lorsque, en 1926, le ministre des Affaires étrangères allemand, Gustav Stresemann, déclara : « *Quand on nous a reproché d'être les auteurs de la guerre, nous avons dit "Ce n'est pas vrai" »*, le président du

ministère des Affaires étrangères, à M. Lavohary, venu lui demander au Quai d'Orsay l'agrément de notre gouvernement à la démarche que le comte Czechen l'avait prié de faire... « *J'ai eu la preuve, depuis, m'a déclaré M. Lahovary, que ni Poincaré, ni Viviani, ni M. Bienvenu-Martin n'avaient autorisé M. Berthelot à tenir pareil langage. Ils n'ont connu ma démarche, j'en ai la preuve, que le lendemain. Et la fin de non-recevoir de M. Berthelot a fait s'évanouir la dernière chance de paix !* ».

« Edouard Bénès : *Détruisez l'Autriche-Hongrie* ; Paris, 1916.

³ Voy. Pozzi, pp. 134-5. Les deux notes ci-dessus sont de l'auteur.

⁴ « Il n'est parlé, dans l'article 231, que d'une responsabilité, celle des pertes et dommages, dont le poids total doit porter sur l'Allemagne... Il ne s'agit pas là de la responsabilité des origines de la guerre, encore moins d'une responsabilité générale, unique et sans partage comme se la représente l'opinion populaire. Il n'est nullement question — ni là ni ailleurs — d'un jugement définitif sur les causes de la guerre de 1914 » (Fernand Buisson, voy. *Problèmes franco-allemands*, pp. 184-5) ; « Les textes signés à Versailles n'impliquent aucun aveu de culpabilité ; ils constatent simplement que la guerre a été imposée aux gouvernements alliés par l'Allemagne et ses alliés » (J.M. Bourget, *Ibid.*, p. 185).

¹ Voy. *Problèmes franco-allemands*, exposé de Pierre Renouvin, p. 223.

² « [L'Autriche] remit à la Serbie, le 23 juillet, un ultimatum [...] ; sur son refus, prévu, elle lui déclara la guerre (28 juillet) [...]. La mobilisation de la Russie (29 juillet) entraîna celle de l'Allemagne (1^{er} août) » (voy. *Le Petit Robert*, t. II, 1995, p. 892, col. A).

³ « Les choses peuvent encore s'arranger », disait le 30 juillet l'ambassadeur austro-hongrois à Paris, comte Czechen, à M. Lahovary, ministre de la Roumanie, qui me l'a lui-même répété et auquel il était venu demander d'aller solliciter de M. Lardy, ministre suisse, l'intervention médiatrice de son gouvernement. « Il faut qu'elles s'arrangent et mon gouvernement est prêt pour y parvenir à toutes les conditions nécessaires... » — « Il est trop tard ! Les choses ne peuvent plus s'arranger... » répondit sèchement Philippe Berthelot, secrétaire général du

Conseil français, Raymond Poincaré, s'écria aussitôt : « *Pas de rapprochement possible si l'on met en doute la responsabilité du gouvernement impérial dans le déclenchement de la guerre* »¹. Un an plus tard, lorsque Hindenburg lança : « *D'un cœur pur nous sommes partis pour la défense de la patrie... L'Allemagne est prête à rendre compte devant des juges impartiaux* », M. Barthou rétorqua immédiatement : « *Il y a des démentis que l'Histoire n'accepte pas* » (*Id.*). Ces échanges verbaux démontraient que, dans l'esprit des vainqueurs, l'Allemagne était la seule responsable du déclenchement du conflit.

En guise de réponse, certains me diront que, même s'il énonçait une contrevérité historique, l'article 231 ne constituait, pour l'Allemagne, qu'une flétrissure morale, sans conséquence matérielle. Dès lors, pourquoi s'être battu à son sujet ?

Or, il suffit de lire le Traité de Versailles pour s'apercevoir qu'il n'en est rien. En effet, l'article 231 n'était pas placé n'importe où. Il était placé en tête du titre VIII : « Des réparations ». Par conséquent, la prétendue « culpabilité » allemande, loin d'être un acte sans portée matérielle, fondait le système des réparations. En 1931, d'ailleurs, Jules Isaac déclara :

N'oublions pas que la culpabilité de l'Allemagne était à cette époque [juin 1919] reconnue comme un dogme qui ne se discutait pas. « *Vous voilà devant vos juges*, écrivait notre maître Ernest Lavisse, le 2 mai 1919, *pour répondre du plus grand crime de l'Histoire* ». Il paraissait donc non seulement légitime, mais encore profondément moral, de baser le droit aux réparations sur la responsabilité de l'Allemagne criminelle, et c'est ce qu'on a fait sans la moindre hésitation².

Naturellement, je ne conteste pas que, au terme d'un conflit, le vaincu doive supporter, lui aussi, le coût de la guerre, surtout lorsque les batailles, donc les destructions, ont eu lieu chez le vainqueur. En 1871, l'Allemagne avait exigé de la France 5 milliards de francs. Toutefois, avec le recul, le chapitre des « réparations » financières exigées de l'Allemagne vaincue en 1918 apparaît comme un véritable scandale.

Klotz veut extorquer le plus d'argent possible à l'Allemagne

Dans un livre publié en 1945, à l'heure où peu de gens songeaient à défendre l'honneur allemand, E. Beau de Loménie parlait de « *chiffres astronomiques dont l'exagération nous surprend aujourd'hui* »³.

En France, la question des réparations avait été laissée au ministre des Finances de l'époque, Klotz : « *juif d'affaires, mal planté et trop élégant, qui devait finir, quelques années plus tard, à la maison de santé de la Malmaison après un retentissant et piteux scandale* »⁴.

Sachant qu'il était encore impossible, moins d'un an après la fin des hostilités, de savoir non seulement le montant des dommages subis par les Alliés, mais aussi ce que l'Allemagne pourrait effectivement payer, les rédacteurs du Traité de Versailles avaient précisé que les sommes exigées au vaincu seraient fixées par une Commission le 1^{er} mai 1921.

Cette décision pouvait paraître sage et, lors des débats sur la ratification du traité de Versailles (début septembre 1919), Klotz ne la contesta pas. Pourtant :

Bien qu'il eût déclaré lui-même que ni les sommes à réclamer ni les possibilités de l'Allemagne n'étaient encore fixées, le ministre se mettait à énumérer les sommes que, par centaines de milliards, les premières estimations faites devaient, disait-il, nous donner le droit d'escompter.

Il posait, sans dire sur quoi il se basait, que la dette à réclamer à l'Allemagne se monterait environ à 200 milliards pour la France, à 375 milliards pour tous les Alliés⁵. Il admettait que l'Allemagne pourrait s'acquitter en trente-six ans et que, par suite, aussi bien pour le paiement du principal que pour le versement

³ « *Il est vraisemblable que si les rédacteurs du traité avaient tous si facilement admis ces chiffres astronomiques dont l'exagération surprend aujourd'hui, c'est que les uns et les autres étaient aussi mal renseignés sur la notion de monnaie-or* » (voy. Beau, p. 121)

⁴ Voy. Beau, p. 83.

⁵ Sur ces chiffres, voy. également Chasteney, p. 40 : « *Notre ministre des Finances a évalué, pour la France seulement, à 134 milliards de francs-or les dommages causés aux biens et à 75 milliards la valeur capitalisée des pensions, soit en tout 209 milliards. Une évaluation, faite sur des bases analogues, des dommages subis par nos Alliés donnerait une somme presque égale. Au total plus de 400 milliards de francs-or [...]* ».

¹ Voy. *Problèmes franco-allemands*, p. 181, exposé de Jules Isaac.

² Voy. *Problèmes franco-allemands*, p. 187.

des intérêts correspondant aux sommes que l'Allemagne verserait ultérieurement, la France recevrait chaque année 13 610 000 000 francs, ce qui donnerait, en trente-six ans, un chiffre total de 463 milliards¹.

Face à de telles assertions, des auteurs ont eu raison d'écrire que : « *La France ne se souciait pas, apparemment, de ce que l'Allemagne pourrait payer, mais seulement de ce que la France pourrait lui extorquer* »².

Des sommes « astronomiques » totalement injustifiées

On notera d'ailleurs que cette somme, pharamineuse, avancée par Klotz, était « *beaucoup plus que la fortune allemande avant la guerre* »³. De plus, elle était totalement injustifiée car, pour y parvenir, les « experts » s'étaient livrés à des opérations douteuses. Par exemple, ils avaient estimé les dommages civils de guerre causés à du vieux matériel ou à de vieilles maisons comme s'il s'était agi de matériel neuf ou de maisons neuves⁴. Mais il y avait plus : lorsqu'on les comparait à la fortune de la France d'avant-guerre, les chiffres avancés en 1919 apparaissaient sans rapport avec la réalité. Dans son ouvrage, E. Beau de Loménie écrit :

Les destructions, paraît-il, représentent à elles seules la valeur de 134 milliards-or, dont il [Klotz] donnait le détail et dont les principaux postes se répartissaient de la façon suivante : pour les usines de textile du Nord, 22 milliards. Pour les mines et industries métallurgiques, 13 milliards. Pour les houillères, 4 milliards. Il ajoutait, en plus des frais de réparation proprement dits, 74 milliards destinés à représenter la réparation des dommages aux personnes subis par les victimes civiles de la guerre ; ce qui lui permettait d'établir un total général de 210 milliards de dépenses de réparation, sans compter les dépenses de guerre proprement dites.

Pour permettre d'apprécier à leur juste valeur de pareilles évaluations, il est bon de rappeler

que l'ensemble des fortunes privées, en France, à la veille de la guerre, y compris la valeur de la terre, des immeubles, des titres, des créances diverses, etc., était estimé par le professeur Colson, dans son cours d'économie politique, 297 milliards-or.

Par la suite, les sommes demandées pour la reconstruction des seules régions du Nord et de l'Est que la guerre avait atteintes équivalait presque à la moitié de la somme qui, admettait-on, représentait alors la fortune privée de l'ensemble des Français. Et pourtant, les régions dévastées ne couvraient, déclarait M. Dubois lui-même [le rapporteur de la Commission pour la question des réparations], que de 20 000 à 40 000 km², sur les quelques 500 000 km² de la surface totale de la France, soit à peine le douzième du territoire national. Les industries textiles du Nord, à elles seules, avec les 22 milliards auxquels elles avaient estimé leurs dommages, réclamaient une somme équivalant à près du treizième de la fortune totale de la France d'avant guerre.

Ajoutons que le sol et le sous-sol étaient loin d'avoir été saccagés partout de façon complète. Un grand nombre des biens meubles avaient pu être sauvés. Qui plus est, précisait lui-même M. Dubois dans son rapport, en plus des chiffres réclamés pour les réparations proprement dites, on avait prévu, et même on avait obtenu, depuis l'armistice, la restitution d'un grand nombre de titres mobiliers, des matériaux, des bestiaux volés par l'Allemagne pendant l'occupation.

Il est vrai que l'on se faisait alors de la gravité des saccages, du temps que demanderait la réparation et du manque à gagner qu'elle représenterait pour la France, une idée exagérée. M. Dubois déclarait à ce sujet dans son discours : « *Le sol et le sous-sol bouleversés, des contrées entières qu'on ne pourra plus rendre à la culture d'ici à plusieurs siècles, voilà ce que nous a donné l'invasion allemande* »⁵.

Le caractère exagéré des estimations françaises apparut définitivement en 1928, lorsque la reconstruction était pratiquement achevée. D'après un rapport britannique, celle-ci avait coûté 859 000 000 £ (environ 18 milliards de F) contre un montant estimé au départ à... 3 milliards de £ (environ 60 milliards de F)⁶. Les Français avaient donc surestimé le coût de 286 %.

La France et la Belgique occupent la Ruhr

Je ne m'étendrai pas sur la « bataille des réparations » qui opposa l'Allemagne aux Al-

¹ Voy. Beau, p. 87.

² Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, pp. 48-9.

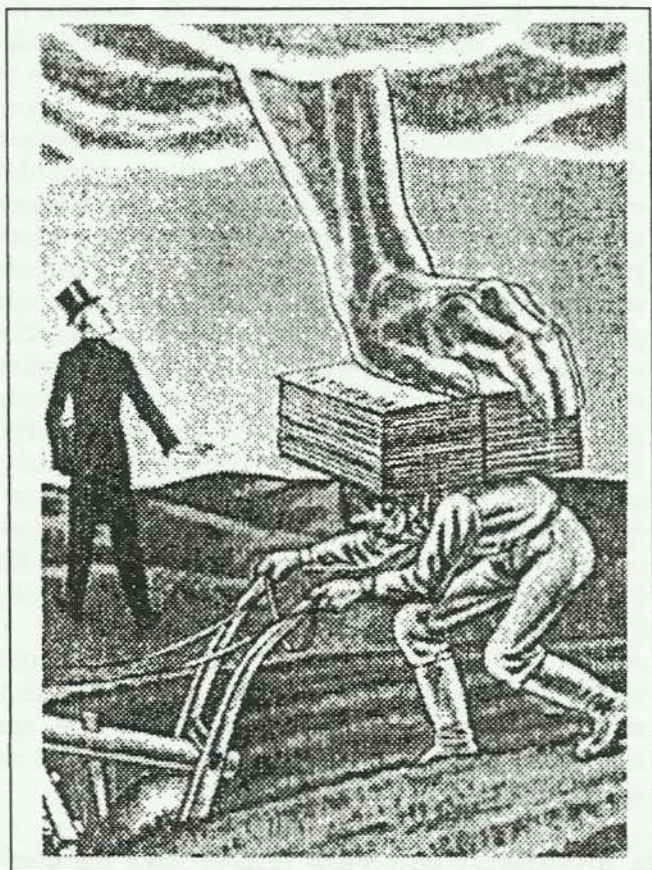
³ Voy. Chastenot, p. 40. On notera que 13,61 milliards multipliés par 36 font 489,96 milliards et non 463 milliards. Mais peu importe, ces chiffres étant délirants.

⁴ « *S'il était équitable de réparer les dommages, il pouvait être excessif de décompter aux sinistrés leur matériel usé, leurs maisons, souvent vieilles et branlantes, au prix exact de la reconstruction du neuf* » (voy. Beau, p. 85).

⁵ Voy. Beau, pp. 93-4.

⁶ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, p. 49.

liés, et les Alliés entre eux. Celle-ci dura de 1921 à 1932. Je me contenterai de rappeler que, le 21 janvier 1921, la Conférence de Paris fixa le montant de la somme à payer par l'Allemagne à 226 milliards de marks-or (environ 300 milliards de francs-or). Celle-ci devait être versée en annuités de 1921 à 1963, ce qui voulait dire qu'un enfant né vingt-deux ans après la guerre aurait eu à payer arrivé à l'âge de vingt ans. A. Rivaud écrit : « *Il va sans dire que ces chiffres "astronomiques" ne répondent à rien* »¹. La Commission avait également décidé de taxer à 12 % les exportations du Reich, ce qui le pénalisait gravement au point de vue du commerce international. Ainsi devenait réalité le vœu de Louis Puech, rapporteur français des clauses économiques du Traité de Versailles, selon lequel, en matière de concurrence, il fallait « *enserrer l'Allemagne [...] dans des mailles dont elle ne pourra[it] pas sortir* »².



Die Knechtschädigungen bedeuten
für jeden neugeborenen Deutschen



Schulden an die Alliierten.

↑ Deux affiches diffusées en Allemagne dans les années 20 afin de protester contre les réparations imposées par le vainqueur (voy. Frey, p. 152 et 166).

Un mois plus tard (du 1^{er} au 7 mars), devant la Conférence de Londres, le représentant de l'Allemagne, Simons, déclara que les paiements exigés étaient impossibles (*Id.*). Il proposa de payer les 12 milliards de marks-or que les Alliés réclamaient avant le 1^{er} mai de la façon suivante : un emprunt de 7 milliards de marks et le reste sur cinq ans, à raison d'un milliard de mark par année³. Les Alliés rejetèrent ces propositions et menacèrent notamment d'occuper Duisburg, Ruhrort et Düsseldorf (*Id.*).

Aucun accord n'étant intervenu le 15 mars, ceux-ci passèrent à l'action, occupèrent les trois villes susdites, et rétablirent une barrière douanière le long du Rhin, retenant pour leur compte les droits de douanes⁴.

Du 30 avril au 5 mai, les Alliés se réunirent à Londres. Après avoir constaté les manquements suivants de l'Allemagne : non-désarmement, non-versement de 12 milliards de marks-or sur les 20 exigibles avant le 1^{er} mai, le non-jugement des « coupables de guerre »... ceux-ci annoncèrent la prise de sanction dans les six jours si l'Allemagne ne s'exécutait pas⁵. Ils réclamaient au Reich 132 milliards de marks-or : 12 milliards en obligation avant le 1^{er} juillet 1921, 38 milliards par titres remis le 1^{er} novembre 1921 et 82 milliards en obligations remises ce même jour mais pour être mises en circulation plus tard (*Ibid.*, p. 79). Sur les deux premières séries d'obligations, l'Allemagne devrait payer 5 % d'intérêts et 1 % l'amortissement, soit 2 milliards par an, « *plus une somme variable d'après les exportations allemandes* » (*Id.*).

¹ Voy. Rivaud, p. 86.

² Voy. Beau, p. 102 : « M. Puech déclarait lui-même : "Toutes les expressions que la langue française a pu fournir à des négociateurs pour enserrer l'Allemagne à ce point de vue [celui de la concurrence] dans des mailles dont elle ne pourra pas sortir, ont été employées" ». Phrase prononcée le 10 septembre 1919.

³ Voy. La Vérité sur cette Guerre, pp. 56-7.

⁴ Voy. Rivaud, p. 86.

⁵ Voy. Cristiani, pp. 78-9.

Dans la nuit du 10 mai 1921, le Reichstag vota dans la précipitation l'acceptation de l'ultimatum, évitant ainsi l'invasion de la Ruhr (*Id.*). Cette acceptation ne changeait toutefois rien à la situation, l'Allemagne ne pouvant pas payer.

Malgré ses protestations de bonne volonté, le 10 janvier 1923, la France et la Belgique décidèrent d'envahir la Ruhr. Cinq divisions françaises et une belge, sous le commandement de général Degoutte, occupèrent d'abord la région d'Essen et de Gelsenkirchen. Puis elles entrèrent à Bochum et Dortmund. Pendant ces temps, des ingénieurs français entreprenaient l'exploitation des mines, installaient des cheminots et des mineurs belges et français, s'emparaient des succursales de la Banque d'Empire et du service de navigation.

Face à la résistance des autorités allemandes qui organisaient des grèves et des manifestations, l'état du siège fut proclamé et l'occupation étendue à Bohwinkel, Offenburg, Appenweier jusqu'à la frontière hollandaise. Des groupes de partisans venus du Reich commencèrent à harceler les troupes françaises ; les attentats se multiplièrent : explosions dans le canal de l'Emschen, voies ferrées coupées, rails déboulonnés, pétards mis à feu devant les foyers des locomotives, signaux mis hors d'usage, câbles de puits de mines décrochés. Après une bagarre sanglante à Essen, qui fit treize morts, 1 400 cheminots allemands furent expulsés en compagnie du haut commissaire allemand pour les régions occupées. Le 16 mai 1923, Schlageter, un citoyen allemand qui organisait des sabotages en gare de Calcum fut fusillé par l'occupant. La répression qui s'abat sur les agitateurs (Krupp fut condamné à 15 ans de prison) et l'impuissance du gouvernement allemand favorisa le succès de l'opération¹.

L'Allemagne en plein marasme financier

Pour contraindre l'Allemagne à payer des sommes « astronomiques » qui « ne répond[aient] à rien » la France et la Belgique n'avaient pas hésité à violer le territoire du Reich. Cette occupation allait contribuer à accroître le désastre financier qui, depuis plusieurs mois, augmentait outre-Rhin. Le 5

août 1922, le rapport entre la monnaie anglaise et la monnaie allemande était de 1 £ pour 4 500 DM. Treize jours plus tard, ce rapport était passé à 1 pour 5 600. Le 24 août, il était à 1 pour 8 300 ; en novembre à 1 pour 40 000, début janvier 1922 à 1 pour 41 000 et le 21 janvier (après l'invasion de la Ruhr) à 1 pour 110 000. Par la suite, ce rapport ne cessa d'augmenter par au point d'atteindre, le 9 juin 1922, 1 pour 1 million².

Plus tard, l'ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. von Kuhlmann, écrivit :

Après une héroïque résistance, devant un blocus qui la serrait toujours de plus en plus prêt, l'Allemagne se trouva être, à l'issue de la guerre mondiale, complètement vidée [...].

Pour comble, on lui a imposé une dette de guerre de 132 milliards de marks-or ... à quoi s'ajouta une longue liste de fournitures en nature. Des quantités énormes de matériels de chemin de fer, de locomotives et de wagons furent livrés, ainsi que la moitié des stocks existants de colorants et de produits chimiques et le quart de la production subséquente de ces matières ; ensuite des quantités gigantesques de bois de construction, de machines agricoles et de graines, de charbon pendant de longues années ... cette liste, qui est loin d'être complète, donne une idée de ce que l'on a encore exprimé de ce pays déjà épuisé. Les efforts faits pour satisfaire aux exigences des puissances ennemies et, plus tard, la résistance passive dans le bassin de la Ruhr, furent cause que la presse aux billets se mit à produire en quantité industrielle du papier qui, d'heure en heure, perdait sa valeur, tant et si bien qu'en novembre 1923, le dollar atteignit le chiffre astronomique de 4,2 milliards de marks. Ce fut l'écroulement définitif des derniers remparts de l'empire allemand.

Ainsi, cette terrible guerre laissa l'infortunée nation saignée à blanc, sans gouvernement, sans défense, entièrement dépouillée de ses capitaux, de ses stocks de marchandises et de ses dernières réserves³.

Les Allemands ont voté Hitler afin de s'extraire des chaînes de Versailles

Dès lors, il n'est pas surprenant qu'un parti qui, dans son programme, prévoyait en second point : « l'abolition des traités », ait eu un grand succès en Allemagne. En conséquence, on ne saurait reprocher aux Allemands d'avoir voté et soutenu Hitler. La faute

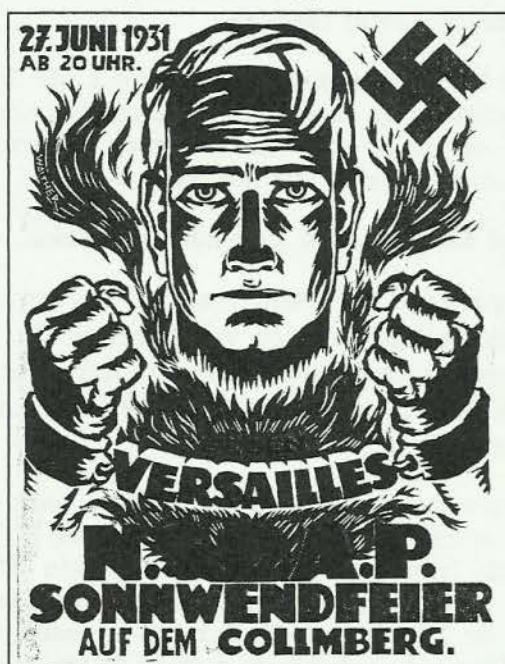
¹ Pour tous ces faits, voy. notamment Rivaud, pp. 89-90.

² Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, pp. 62-9.

³ *Ibid.*, pp. 76-7.

— si faute il y a — revient non à ce peuple, mais aux vainqueurs de 1918.

Je me permettrai d'ajouter qu'à mon avis, si la France — à supposer qu'elle ait été vaincue — avait été traitée en 1918 comme l'Allemagne l'a été, elle serait devenue cent fois plus « nazie » que l'Allemagne.



Affiche annonçant une réunion organisée par le NSDAP en 1931 contre le traité de Versailles. Le peuple allemand qui était chaque jour confronté à la vie chère, aux problèmes de logement, au chômage, etc. était beaucoup plus sensible à ces campagnes qu'aux campagnes antisémites.

Le démembrement territorial du Reich

Mais ce n'était pas tout. Dans l'esprit des rédacteurs du Traité de Versailles, puisque l'Allemagne, après avoir réalisé son unité entre 1866 (guerre austro-prussienne) et 1871 (guerre franco-allemande), nous avait imposé la guerre en 1914, il fallait lui ôter des territoires « stratégiques » afin de l'affaiblir et, ainsi, de délivrer l'Europe du danger prussien.

Par conséquent, outre les réparations financières, le dogme de la culpabilité allemande dans le déclenchement de la guerre fonda le démembrement partiel du Reich.

Cette vérité a été parfaitement rappelée par François-Georges Dreyfus. Dans son dernier livre, intitulé : *Le III^e Reich*, il écrit :

[Le Traité de Versailles] repose sur un certain nombre d'*a priori* :

- L'Allemagne est seule responsable de la guerre (art. 231).
- Donc, l'Allemagne devra payer des réparations (art. 232) fixées par les Alliés (art. 233).

• De ce fait, l'Allemagne doit renoncer à toute une série de territoires [...]¹.

Prenant la parole à l'ouverture de la Conférence de Paix, le 18 janvier 1919, le Président de la République française, R. Poincaré, avait déclaré :

Ce que la justice exclut, ce sont les rêves de conquête et d'impérialisme, le mépris des volontés nationales, les échanges arbitraires de provinces entre États, comme si les peuples « n'étaient que des meubles ou des pions dans un jeu ». Le temps n'est plus où les diplomates pouvaient se réunir pour refaire d'autorité, sur un coin de table, la carte des empires. Si vous avez à remanier la carte du monde, c'est au nom des peuples, et à la condition de traduire fidèlement leurs pensées, de respecter le droit des nations, petites et grandes, à disposer d'elles-mêmes et de concilier avec le droit, également sacré, des minorités ethniques et religieuses. Besogne formidable que la Science et l'Histoire, vos deux conseillères, se chargeront d'éclairer et d'alléger.

A tous ces peuples qui se constituent ou se reconstituent en États, à ceux qui veulent s'unifier avec leurs voisins, à ceux qui se divisent en unités distinctes, à ceux qui se réorganisent suivant leurs traditions retrouvées, à tous ceux enfin dont vous avez déjà consacré ou dont vous consacrerez bientôt la liberté, vous vous efforcerez naturellement d'assurer les moyens matériels et moraux d'existence ; vous ne les appellerez pas à la vie pour en faire aussitôt des condamnés à mort ; vous voudrez que là, comme partout, votre œuvre soit féconde et durable².

Parmi les discours ayant comporté des vœux qui ne se sont pas réalisés, celui prononcé par R. Poincaré le 18 janvier 1919 mérite de figurer aux premières places.

Premières difficultés

Dans son allocution, le Président français reprenait, en substance, l'idéologie wilsonnienne, encourageant ceux qui allaient dessiner la nouvelle Europe à respecter les fameux Quatorze points. Or, ainsi que l'écrit J. Chastenot :

L'Évangile wilsonien n'est clair qu'en superficie. « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Droits des nationalités à se constituer en États souverains ». Mais comment les peuples mani-

¹ Voy. Dreyfus, p. 33.

² Voy. *L'Image*, n° 210, février 1919, p. 2.

festeront-ils leur volonté ? Et surtout d'après quel critérium reconnaître une nationalité ?

On a très vite admis que ce critérium serait donné par la race et par la langue. Cela toutefois ne tranche rien. La race en effet est un concept vague. Quant aux langues, leur carte présente, dans les régions dont il s'agit de déterminer les frontières, une extraordinaire mosaïque. Au cours des siècles, des éléments allochènes n'ont cessé d'être introduits dans ces régions, et ils y forment encore des groupes ethniques très importants ayant conservé leurs traditions comme leurs parlers. C'est ainsi qu'en Allemagne orientale et dans le bord de la Bohême les Germains sont inextricablement enchevêtrés avec les Slaves, en Transylvanie avec les Roumains et les Magyars, en Croatie avec les Slaves du Sud. Et que dire de la complexité balkanique ! Bien rares en vérité sont les « lignes de démarcation nettement reconnaissables » mentionnées au troisième des Quatorze points¹.

Le partage de l'Europe gâté par les appétits des vainqueurs

On aurait cependant tort de croire que seules les difficultés résultant de la géographie ont gâté le partage de l'Europe. Dans son ouvrage consacré à la paix de 1919, J. Bainville a justement remarqué : « *comme en 1866 et en 1870, le principe des nationalités n'a pu jouer sans subir les nécessités et la pression de la politique, de la guerre et de l'histoire* »². Durant les conférences de paix, par exemple :

les commissaires français ont [eu] tendance à favoriser les prétentions de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Serbie, car ils compt[aient] sur ces États pour remplacer l'alliée russe défaillante (dans la coulisse, Édouard Bénès, ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères, utilis[ait] très adroitement les relations qu'il a[vait] dans les milieux maçonniques français)³.

Une Europe nouvelle « bâtie sur la fraude »

Afin que les décisions prises le soient en leur faveur, certains n'hésitèrent pas à sou-

mettre aux commissions une documentation mensongère. « *Les commissions de la Conférence se débattent au milieu de réclamations contradictoires [...], de fausses statistiques, de cartes truquées* » admet J. Chastenet (*Id.*). De son côté, H. Pozzi parle d'une « *Europe nouvelle [...] bâtie sur la fraude* »⁴ et cite l'aveu désabusé de Lloyd George :

Toute la documentation qui nous a été fournie par certains de nos alliés pendant les négociations de paix était mensongère et truquée. Nous avons décidé sur des faux...⁵

...le viol du principe des nationalités...

Les preuves de non-respect du principe des nationalités par les vainqueurs de 1918 sont très nombreuses. Dans un livre paru en 1982, l'ancien chef de Cabinet d'Édouard Daladier a écrit :

Parmi les erreurs, une des principales avait été la création artificielle d'une Tchécoslovaquie [...] avec l'appui de l'idéaliste président américain Wilson, et aussi en France de Clemenceau et de Tardieu. Ce pays de 13 millions d'habitants unissait en effet 6 millions de Tchèques, soit 44 % de la population, 3 700 000 Allemands — groupés dans les monts des Sudètes —, 2 millions de Slovaques qui ne s'entendaient pas mieux avec les Tchèques que les Allemands, puis quelques minorités ethniques : 700 000 Hongrois, 400 000 Polonais hostiles aux Tchèques, 400 000 Ruthènes et 360 000 Juifs. N'était-il pas vain de penser qu'on pourrait assurer l'unité d'un tel État ?⁶

L'Allemagne, quant à elle, subit des amputations territoriales qui ne répondaient généralement pas au souci de libérer des peuples, mais à la volonté — française — de l'affaiblir. Le 2 septembre 1919, André Tardieu, alors ministre des Régions libérées d'Alsace-Lorraine, l'avait officiellement admis lorsqu'il s'était écrié :

Du reste, si ne nous l'avons pas dissociée [l'Allemagne], nous l'avons affaiblie. Nous lui avons enlevé la Posnanie, c'est-à-dire la terre qui est le berceau des hobereaux, et dont Bismarck disait, il y a 50 ans, qu'elle était le muscle vital du corps prussien⁷.

¹ Voy. Chastenet, p. 41. L'auteur commet une petite erreur : l'expression « *lignes de démarcation nettement reconnaissables* » est utilisée au neuvième des Quatorze points, à propos des frontières italiennes : « *Le rajustement des frontières de l'Italie doit être effectué selon les lignes de démarcations nettement reconnaissables de la nationalité* ».

² Voy. Bainville, p. 77.

³ Voy. Chastenet, p. 41.

⁴ « *Plus que jamais, dans cette Europe nouvelle qu'on bâtie sur la fraude et de sordides impérialismes les arrivistes et les brasseurs d'affaires qui assassinèrent la victoire* » (voy. Pozzi, p. 392).

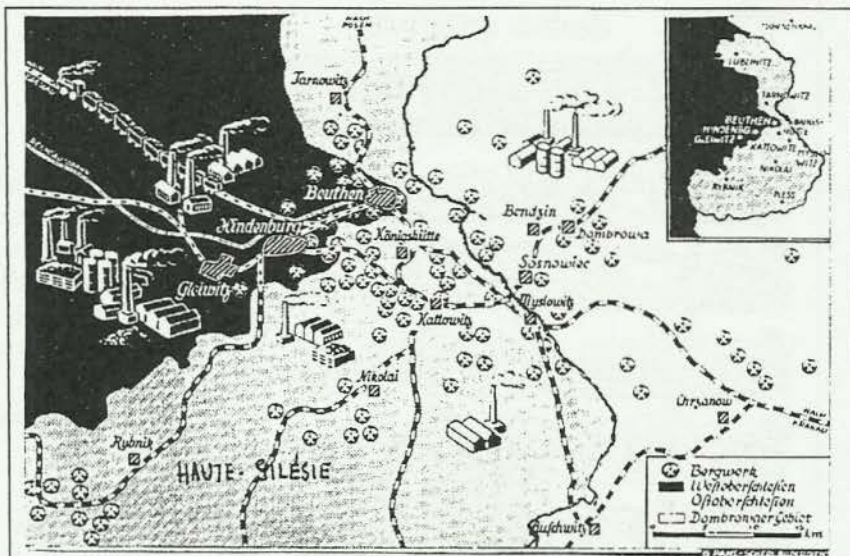
⁵ Voy. Pozzi, p. 337, note 2, extrait du discours de Lloyd George au Queen's Hall.

⁶ Voy. Genebrier, pp. 11-12.

⁷ Voy. Beau, p. 61.

Le graphique et les cartes qui suivent illustrent avec éclat les pertes subies par l'Allemagne après la paix de 1919.

Bien que 13 % « seulement » de son territoire ait été perdu¹, il s'agissait de régions dont le sol ou le sous-sol étaient riches, puisque qu'avec ces 13 % de perte, le Reich perdait 26 % de ses gisements de charbon, 68 % de ses gisements de zinc et 75 % de ses gisements de fer (voy. graphique p. suivante).



↗ La région de Haute-Silésie, perdue (provisoirement) par l'Allemagne était une région minière très riche.
 ↓ Territoires perdus par l'Allemagne en 1919. En haut, on voit la région de Posen et de la Prusse occidentale qui forment désormais le Couloir polonais par le lequel la guerre viendra en 1939.



¹ « De 540 857 km² en 1910, [l'Allemagne] se trouve ramenée en 1920 à 468 786 km² (sans compter la Sarre) » (voy. Rivaud, 70)



Le plus souvent, cependant, le partage de l'Europe avait été effectué en dépit du bon sens. En 1920, J. Bainville écrivit :

Quant au plan selon lequel les États ont été distribués, il suffit de jeter les yeux sur la carte de l'Europe nouvelle pour s'apercevoir qu'il n'a pu être rédigé que par l'esprit de caprice et de contradiction ou bien au hasard des sympathies, quand ce n'était pas au hasard des discussions entre les Alliés¹.

Clemenceau se moquait des petites puissances

Ce fait ne saurait surprendre. En effet, les représentants des grandes puissances, Clemenceau en tête, ne connaissaient strictement rien aux problèmes de l'Europe centrale². Par conséquent, ceux-ci auraient dû, pour aboutir à un découpage équitable de l'Europe, s'entourer d'experts honnêtes et des représentants des petites nations. Or, ils voulurent prendre les décisions seuls. Dans ses Mémoires, H. W. Steed écrit :

Le mécontentement allait croissant au fur et à mesure que s'accroissaient les tendances des « gros bonnets » à trancher les questions importantes sans consulter les Alliés de moindre envergure. Il s'accrut encore lorsqu'à la deuxième réunion plénière Clemenceau malmena les petites puissances et les invita, en somme, à s'occuper de ce qui les regardait, déclarant que la Conférence était uniquement l'affaire des grandes puissances à laquelle les petites étaient gracieusement invitées, et que n'était le désir des grandes puissances de fonder une Société des nations, il n'était pas du tout certain que les petites y eussent été conviées, trop de cuisinier ne contribuant pas seulement à gâter la sauce, mais encore à en prolonger fâcheusement la cuisson. Clemenceau se garda d'expliquer, même lorsque M. Hymans, ministre belge des Affaires étrangères, le pria courageusement de le faire, comment ce point de vue s'accordait avec les constantes déclarations des hommes d'État alliés



En haut : dessin illustrant les pertes subies par l'Allemagne suite à la signature du Traité de Versailles.

En bas : carte illustrant la formation de l'unité allemande de 1866 à 1871.

¹ Voy. Bainville, p. 22.

² « Il [Clemenceau] n'a aucune vue d'avenir sur l'Europe centrale » (voy. R. Poincaré, *Victoire et Armistice*, p. 399). Le président Wilson « confondait constamment "Slovaques" et "Slovènes" » (Pozzi, p. 313).

que le but de la guerre était d'affirmer le droit des petites nations¹.

Une Europe nouvelle sans « aucune conception d'ensemble » et peuplée d'États artificiels

Dès lors, les maîtres de la Conférence ne purent qu'« *avan[cer] à coups de sabres d'abatis à travers des problèmes millénaires, ils taillaient et rognèrent au gré de leurs fantaisies, de leurs amitiés ou de leurs cupidités* »². Il en résulta une Europe nouvelle sans « *aucune conception d'ensemble* »³ avec des petits États, qui, d'après J. Bainville, offraient « *un point commun* » : leur caractère artificiel révélé par l'absence de « *frontières naturelles* » :

Leurs limites sont à peu près, et tant bien que mal, celles de la nationalité dont ils portent le nom. Encore convient-il de faire de nombreuses réserves. La nationalité polonaise est diffuse, et, surtout à l'Est, du côté de la Russie, il est extrêmement difficile de discerner où elle s'arrête. La Tchéco-Slovaquie, comme nous l'avons déjà dit, est presque aussi bigarrée que l'ancien empire des Habsbourg, et l'élément national, l'élément tchèque proprement dit, ne domine pas autant qu'il faudrait. La Hongrie, de son côté, se plaint de n'avoir pas son compte de Hongrois et annonce un « irrédentisme » [...]. Dans toute l'Europe orientale et centrale, il y a des « marches » et des « confins » qui ne résultent pas seulement de la configuration du sol et de l'absence de limites naturelles. Les limites dites naturelles sont loin d'avoir un caractère absolu. [...] il y a beaucoup de nationalités et peu de nations. Ce qui fait une nation, c'est l'habitude de vivre ensemble. La frontière a un sens précis quand les hommes savent qu'au-delà du poteau cessent des mœurs, des coutumes, des souvenirs auxquels ils sont attachés. Dans les nouveaux États, rien de pareil à ce contour idéal, plus résistant qu'aucun rempart. Tout y est neuf, imprécis et amorphe. Dix, vingt, cent combinaisons politiques et distributions territoriales différentes de celles que la paix a décrétées sont possibles et ne seraient ni plus ni moins raisonnables. Pourquoi une ville libre de Dantzig ? Pourquoi le district de Teschen, où cohabitent des Polonais, des Allemands et des Tchèques, partagé de telle manière plutôt de que telle autre ? Pourquoi la

nationalité ruthène est-elle niée quand la voisine se voit reconnaître une sorte de droit divin ? Une plasticité presque infinie reste l'apanage de ces peuples et de ces régions. Et la plasticité, c'est l'instabilité⁴.

Une Europe nouvelle avec 26 millions de « minoritaires »

Le plus inquiétant était que, dans cette Europe amorphe, instable, composée d'États sans consistance, figuraient au minimum 26 millions de « minoritaires », c'est-à-dire 26 millions de personnes qui vivaient dans des pays où l'élément national dominant n'était pas le leur (Polonais de Tchécoslovaquie, Hongrois de Tchécoslovaquie, Allemands de Pologne etc.). Ce fait fut dénoncé notamment par le Britannique Lord Noel-Buxton ; le 15 juin 1932, celui-ci déclara devant les Lords :

Nous nous trouvions en présence de 26 millions de minoritaires — il est des experts qui évaluent ces chiffres beaucoup plus haut⁵ — et des peuples autrefois subordonnés se voyaient attribuer le contrôle de leurs anciens maîtres, appartenant très fréquemment à une civilisation supérieure à la leur⁶.

Parmi ces « minoritaires », on comptait 9 550 000 Allemands répartis comme suit : 4,7 millions en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie ; 2,2 millions en Pologne ; 1,5 million en Alsace ; 0,9 million en Roumanie et 0,25 million en Italie⁷.

Hitler a hérité d'une situation européenne intenable

La présence d'une telle quantité de minoritaires n'aurait pas été grave si, comme ce fut le cas plus tard en URSS, ces derniers avaient été soumis à des États forts, avec des infrastructures solides et des gouvernements très centralisés. Cela aurait permis d'éviter les révoltes intérieures. Mais dans l'Europe de 1919, la situation était radicalement contraire.

⁴ Voy. Bainville, pp. 102-3.

⁵ « Il est évalué à 20, 30, 40, voire à 50 millions, selon qu'on veut plus ou moins faite état de leur présence » ajoutait plus loin Lord Noel-Buxton.

⁶ Voy. Documents Relatifs à l'Histoire des Origines de la Guerre, n° 11, p. 13.

⁷ Voy. Problèmes franco-allemands d'après-guerre, p. 156, exposé de Henri Boegner.

¹ Voy. Steed, p. 256.

² Voy. Pozzi, p. 236.

³ « Le reste ne s'était inspiré d'aucune conception d'ensemble. Et le reste, c'était la constitution d'une Europe nouvelle. Rien de moins » (voy. Bainville, p. 18).

Dans son discours d'ouverture, R. Poincaré avait exhorté les conférenciers à créer des États viables : « *vous ne les appellerez pas à la vie pour en faire aussitôt des condamnés à mort ; vous voudrez que là, comme partout, votre œuvre soit féconde et durable* » avait-il déclaré. Or, ces vœux restèrent lettre morte ; le 11 mai 1919, alors que le découpage de l'Europe était achevé, J.L. Garvin écrivit :

[...] aucun des nouveaux États ne possède ni armature ferme, ni solide organisation interne, ni communications au-dedans et avec le dehors, ni crédit. Les alliés n'ont pas eu le moins du monde l'air de songer à accorder une aide économique et à promouvoir des combinaisons économiques par groupes, choses absolument essentielles pour l'établissement de nouveaux États. Chacun d'eux à une nouvelle querelle à vider avec deux, trois ou plus de ses voisins¹.

Ce texte assène un coup de grâce à la thèse selon laquelle la paix de 1919 aurait donné naissance à une Europe solide, pacifiée, sans risque d'irréductibilisme, avec une Allemagne heureuse de son sort, mais que tout aurait remis en cause par A. Hitler.

Bien avant Hitler, toute l'Allemagne réclamait la révision des traités

Bien avant Hitler, tout le monde en Allemagne réclamaient la révision des traités. En 1931, encore, Wladimir d'Ormesson lança : « *Il n'y a pas de doute, en Allemagne la question de la révision est posée de tous les côtés. Tout le monde demande la révision* »². Et le diplomate français de lancer cet avertissement prophétique :

Si du côté français on refuse de traiter cette question, on fortifiera beaucoup la position des partis de droite, des milieux chauvins. Il serait de l'intérêt français bien compris d'admettre en principe la demande allemande d'une révision des traités [*Id.*].

Toujours bien avant Hitler, de grands personnages allemands avaient réclamé le retour au Reich des territoires qui lui avaient été arrachés. En 1927, ainsi, Hindenburg lui-même avait écrit :

L'affaire n'est pas réglée avec des considérations mélancoliques. Tout ce qui était allemand

doit redevenir allemand. Grave-toi cela dans l'esprit, jeunesse allemande³.

A la même époque, le grand maître de la jeunesse allemande, M. Flindt, déclarait :

Jamais la nation allemande ne reconnaîtra les frontières de papier établies par les traités. Le but impérieux reste la récupération de tous les territoires perdus à la suite de la guerre⁴.

Et aussi :

Nous n'accepterons jamais le tort qu'on nous a causé, et nous exigeons toujours que la terre allemande qu'on nous a prise redevienne allemande. C'est avec ténacité que nous poursuivrons ce but [*Ibid.*, p. 18].

Même dans les milieux dits modérés, les nouvelles frontières allemandes à l'Est n'étaient pas reconnues. S'exprimant en 1931 lors des entretiens organisés par l'*Union pour la vérité*, Jean de Pange avait déclaré :

Parmi les modérés, et spécialement dans les milieux catholiques, il y a un désir très vif d'arriver à une entente [avec la France]. Contrairement aux hitlériens, ils admettent la validité du pacte de Locarno, mais ils refusent de l'étendre à l'Est tant que les frontières orientales ne seront pas modifiées. « Nous ne voulons pas, m'a-t-on dit, porter atteinte à l'indépendance de la Pologne, dont nous respectons les droits vitaux. Mais nous avons besoin d'assurer nos propres communications avec la Prusse orientale, qui sont coupées par le Corridor » [*Ibid.*, p. 66].

Les crises des années 1938-1939 prophétisées dès 1919-1920

Dès 1920, J. Bainville avait prévu que les populations arrachées au Reich retourneraient à la mère patrie :

S'il était bon que des portions de pays germaniques fussent écartées de l'unité allemande, il fallait aussi que d'autres portions en fussent isolées. Sinon, les morceaux, soumis à l'attraction d'un grand État allemand, tomberont tôt ou tard sous sa dépendance⁵.

Rien qu'en regardant la nouvelle carte de l'Europe, il prévoyait déjà — en langage pro-

¹ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, p. 38.

² Voy. *Problème franco-allemands*, p. 101.

³ Zillerssen, Berlin (20^e mille en 1927), cité par H. Boegner (voy. *Problèmes franco-allemands*, p. 156).

⁴ Voy. *Sorb*, p. 17.

⁵ Voy. *Bainville*, p. 61.

phétique — les conflits futurs et le sort des nouveaux États (les passages ont été soulignés par moi) :

Regardez toujours cette carte étrange. Mettez-vous un instant à la place et dans la tête des hommes qui habitent ces États nouveaux. Pour eux, l'Allemagne ne peut être que menace ou attraction. Entre la soumission et la lutte, il n'y a pas de milieu.

Pour la Pologne, aucun choix, c'est la lutte, et à mort.

Mais l'État tchéco-slovaque ? Loin d'entourer le germanisme, c'est le germanisme qui l'entoure, qui l'empêche, s'il veut respirer, qui tient à sa discrétion son commerce et ses industries. Et puis [...] il y a trois millions d'Allemands en Bohême. Une guerre avec l'Allemagne serait le suicide de la Tchéco-Slovaquie. Une extrême prudence est ordonnée au gouvernement de Prague. Et la prudence s'appelle neutralité. Et la neutralité inconditionnelle, absolue, s'appelle **bientôt l'assujettissement [...]**.

Il en est de même en ce qui concerne **l'Autriche [...]**. **[L'Allemagne] reste un centre d'attraction puissant pour la petite république de Vienne.** L'accessoire est séparé du principal [...]. A portée de sa main, l'Allemagne a désormais ces millions de frères pauvres et nus, réduits à une situation politique et géographique paradoxale. Là encore, pour 60 millions d'Allemands, la tentation est trop forte. L'appel à l'avenir est trop évident [*Ibid.*, pp. 33-4 ; 80-1].

Relisez bien ces lignes : dès 1920, alors que Hitler était totalement inconnu, J. Bainville prévoyait :

- la lutte à mort entre la Pologne et l'Allemagne (elle surviendra en 1939) ;
- l'assujettissement de la Tchécoslovaquie (il se fera en deux temps, en septembre 1938 et mars 1939) ;
- l'*Anschluss* avec l'Autriche (il se réalisera en 1938).

L'historien français prévoyait aussi les conditions qui permettraient ces événements :

Dès que les Alliés n'auront plus la volonté ou la capacité de s'opposer à des changements, dès qu'ils ne seront plus d'accord pour exercer leur surveillance et leur tutelle sur des peuples trop divers, il ne faudra pas longtemps avant que ces peuples reçoivent un nouveau statut [*Ibid.*, p. 165].

C'est précisément ce qui s'est passé en 1938 pour l'*Anschluss* puis en 1938-9 pour la Tchécoslovaquie.

↪ L'Europe au lendemain de la première guerre mondiale. Une mosaïque d'États artificiels et sans consistance.



J. Bainville prévoyait également qu'une guerre surviendrait : « *Il y a très peu de chances pour qu'elle s'accomplisse [cette modification de l'Europe] autrement que par l'effet d'une autre crise et par un autre recours à la force* » (*Id.*). Et qui plus est, il prophétisait que lors de cette guerre, la France serait envahie : « *[Le Traité de Versailles] ne nous a même pas mis dans de très bonnes conditions pour la soutenir. La frontière qu'il nous rend, c'est celle de 1870. C'est une frontière d'invasion dessinée en 1815 contre la France* » (*Ibid.*, p. 37).

Cette guerre a finalement eu lieu, dix-neuf ans après que l'historien français l'ait prophétisée. Elle a eu lieu à cause du différend germano-polonais, après que l'Allemagne et l'Union soviétique eurent conclu un pacte de non-agression.

Peut-on en être surpris ? Personnellement, je ne le crois pas.

Le problème de Dantzig et du Corridor

Parmi les injustices du Traité de Versailles, la plus criante était celle de Dantzig et du Corridor (« *un des plus gros vices de la Paix* » écrivait J. Bainville¹). En 1918, Dantzig, ville au passé tourmenté², était allemande depuis plus d'un siècle (elle avait été rattachée à la Prusse en 1793 et était devenue capitale de la Prusse orientale en 1878). Quant au Corridor, c'était une bande de terrain large de 100 km qui coupait en deux l'ancienne Prusse et que les vainqueurs avaient octroyée à la Pologne afin de lui donner un accès à la mer.

En 1932, un Français admit que ce fut là « *une solution malheureuse* » qui appelait « *des retouches* »³. C'était vraiment le moins qui ait pu être dit. Douze ans plus tôt, J. Bainville — encore lui ! — avait justement écrit :

ce n'est plus l'État prussien, c'est toute l'Allemagne [...] qui aspirera naturellement à rétablir la soudure entre les deux Prusses [...]. Imaginons un instant que la France ait été vaincue et que, pour des raisons quelconques, le vainqueur ait jugé bon de donner à l'Espagne un couloir aboutissant à Bordeaux et nous laissant le département des Basses-Pyrénées et Bayonne. Combien de temps la France [...] subirait-elle cette amputation ? Juste autant que le vainqueur l'obligerait à la subir et que l'Espagne serait capable de défendre son couloir. Il ne pourra pas en être autrement du couloir de Dantzig et de la Prusse orientale⁴.

Or, ce qui était grave, c'était que la Pologne n'était nullement en mesure de défendre son couloir :

La Pologne [continuait J. Bainville] est devant le vide. Elle a tout à créer, jusqu'aux organes rudimentaires d'une administration [...].

¹ Voy. Bainville, p. 79.

² Dantzig fut sous suzeraineté polonaise de 1295 à 1309, date à laquelle elle passa sous l'autorité de l'Ordre teutonique. Constituée en état libre (sous la protection du roi de Pologne) en 1466, elle fut prise par E. Bathory en 1577 avant d'être rattachée à la Prusse en 1793, puis prise par les Français en 1807 et redonnée à la Prusse en 1814.

³ « *Je ne méconnaissais pas que ce fut une solution malheureuse et qui appelle des retouches* » (voy. *Problèmes franco-allemands*, p. 128).

⁴ Voy. Bainville, pp. 79-80.

Pour ressusciter la Pologne, pour l'articuler avec l'Europe, pour la mettre à égalité avec la Russie et avec l'Allemagne, en un mot pour la rendre viable, il n'y avait sans doute qu'une solution : c'était que la Pologne héritât de l'organisation dont le centre était à Vienne et qu'elle s'intégrât à l'Empire autrichien délibérément reporté des Balkans et de l'Adriatique vers l'Europe de l'Est. cette combinaison eut été conforme aux lois de la mécanique politique et, par conséquent, naturelle. L'artificiel, c'est le décret qui rend à un peuple l'indépendance sans lui donner les moyens de la garder et qui le met de prime abord en état d'infériorité vis-à-vis de ses ennemis-nés.

L'Autriche ayant été détruite, cette possibilité échappait. La Pologne a été restaurée au hasard. C'est un enfant mineur chargé de se conduire seul dans la vie [...]. Les résultats peuvent être rapidement funestes [*Ibid.*, pp. 133-4].

Le guerre germano-polonaise prévue dès 1919-1920

Ces résultats funestes, c'était tout naturellement une guerre que l'Allemagne entreprendrait dès qu'elle en aurait la possibilité afin de réparer l'injustice qui lui avait été faite. Dès le 25 mars 1919, Lloyd George avait écrit, dans un Mémoire à la Conférence de Paix, ces phrases prophétiques :

Vous pouvez priver l'Allemagne de ses colonies, réduire ses armements à une simple force de police et sa marine à celle d'une puissance de cinquième ordre, rien n'y fera. En fin de compte, si elle se sent traitée injustement dans la paix de 1919, elle trouvera moyens de faire rendre gorge à ses vainqueurs [...].

Pour ces raisons je suis donc adversaire résolu du transfert d'un plus grand nombre d'Allemands qu'il n'est absolument indispensable de la souveraineté allemande à une souveraineté étrangère [...]. **La proposition polonaise tendant à nous faire placer 2 100 000 Allemands sous l'autorité d'un peuple d'autre religion et qui ne s'est jamais montré capable, au cours de toute son histoire, de se donner un gouvernement stable, doit à mon avis conduire tôt ou tard à une nouvelle guerre dans l'Est de l'Europe** [souligné par moi]⁵.

Malgré cette sévère mise en garde, les confrenciers à Versailles arrachèrent le Corridor à l'Allemagne. Le 4 septembre 1919, 20 ans — à un jour près — avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale, le Français Marcel Sembat lança :

⁵ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, pp. 39-40.

A mon avis, cette question de **Dantzig est le plus grave des germes de guerre contenus dans votre traité...** la Pologne devait, dans votre système, former une maîtresse pièce de votre édifice. Vous voulez en faire un boulevard, prenez garde d'en faire une proie. **Prenez garde de préparer un nouveau partage de la Pologne.** Vous avez désormais une Allemagne qui, n'ayant plus de colonies, sera encouragée par vous-mêmes à coloniser la Russie. Vous apercevrez là, comme moi, un très grave danger pour l'avenir [passages soulignés par moi]¹.

Un an plus tard, J. Bainville écrivit :

Regardez encore cette carte si parlante. Accroupie au milieu de l'Europe, comme un animal méchant, l'Allemagne n'a qu'une griffe à étendre pour réunir de nouveau l'îlot de Königsberg. Dans ce signe, **les prochains malheurs de la Pologne et de l'Europe sont inscrits**².

L'entente germano-soviétique contre la Pologne prophétisée dès 1919

De son côté, J.L. Garvin prévoyait même, dès 1919, que la prochaine guerre verrait l'Allemagne et la Russie se tourner, ensemble, contre la Pologne :

Telle que cette affaire est réglée maintenant, elle inaugure une nouvelle vendetta sans issue entre les Allemands et le Polonais. **Tôt ou tard les Allemands — de concert avec les Russes — saisiront leur chance, si la politique polonaise poursuit son chemin actuel [...].**

Ce qu'il y a de stupéfiant dans ce traité, c'est qu'il supprime absolument toute cause de rivalité entre les races allemande et russe et qu'il crée entre elles, en revanche, une foule d'intérêts communs, spécialement en opposition à plusieurs États nouveaux intercalés entre leurs deux pays³.

Plus perspicace encore, J. Bainville décrivait, 19 ans à l'avance, la façon dont la Pologne serait détruite, l'Allemagne attaquant la première et la Russie en second :

Il en serait de même si la Pologne était un jour attaquée par les Allemands, **la Russie étant prête à profiter de son désastre et à la poignarder par derrière**⁴.

Je le répète : tous ces textes ont été écrits alors que Hitler n'était rien d'autre qu'un corporal autrichien démobilisé et que le « parti ouvrier allemand » — il ne s'appelait même pas encore NSDAP — avait une audience proche de zéro.

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

Le jour d'ouverture de la Conférence de Paix, R. Poincaré avait déclaré :

Il y a quarante-huit ans, jour pour jour, le 18 janvier 1871, l'empire d'Allemagne était proclamé par une armée d'invasion dans le château de Versailles. Il demandait au rapt de deux provinces françaises sa première consécration. Il était ainsi vicié dans ses origines mêmes et, par la faute de ses fondateurs : il contenait en lui un germe de mort. Né dans l'injustice, il a fini dans l'opprobre⁵.

Le même discours peut être appliqué à la Paix de 1919.

Après quatre ans de guerre acharnée, durant laquelle les passions s'étaient déchaînées, l'Allemagne en crise avait déposé les armes suite aux messages du président américain Wilson qui promettaient une guerre sans vainqueur ni vaincu.

Or, une fois le Reich réduit à l'impuissance, les Alliés lui dictèrent, sous la pression d'un blocus meurtrier, une Paix de vengeance, dont l'« iniquité » (dixit F.-G. Dreyfus⁶) n'est plus susceptible d'être contestée.

S'appuyant sur une allégation mensongère (la responsabilité unique de l'Allemagne dans le déclenchement du conflit), les vainqueurs contraignirent le vaincu à signer un traité qui prévoyait le paiement de réparations « astronomiques » et qui lui faisait perdre des territoires vitaux pour son économie.

En outre, par ignorance de la géopolitique d'Europe centrale et par souci d'affaiblir l'Allemagne, les vainqueurs donnèrent naissance à une Europe contradictoire, comprenant 26 millions de « minoritaires », peuplée d'États tracés au hasard, sans infrastructures et ennemis entre eux. « [Le] traité [de Versailles] est en plusieurs points inspirés d'un esprit de rapine et de violence » écrivit J. Guéhenno quelques années après sa signature⁷ ;

⁵ Voy. *L'Image*, n° 210, février 1919, p. 2.

⁶ « outre son iniquité (...) le traité de Versailles contribue [...] » (Voy. *Dreyfus*, p. 36)

⁷ Voy. *Problèmes franco-allemands*, p. 40, cité par Ramon Fernandez.

¹ Voy. *Beau*, p. 77.

² Voy. *Bainville*, p. 32.

³ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, pp. 38-9.

⁴ Voy. *Bainville*, p. 179.

« il ne laisse à la race allemande aucun espoir réel hors la revanche » avait déjà déclaré, dès 1919, J.L. Garvin¹, une pensée qui avait été reprise et développée neuf ans plus tard, en 1928, par le commandant Sorb, lorsqu'il avait écrit :

Malgré les affirmations trop souvent répétées, il est tout à fait inadmissible que l'Allemagne ne prépare pas la revanche de sa défaite de 1918.

En France, après les désastres de 1870, on songea immédiatement à la revanche. « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais », disant Gambetta. De fait, chacun y pensait. On en parlait quelques fois. Des associations, comme « la Ligue des patriotes », étaient constituées pour entretenir l'esprit de revanche [...].

... Après son désastre de 1918, — et sans même parler des indemnités à verser, pourtant considérables — l'Allemagne n'a pas dû seulement restituer à la France l'Alsace-Lorraine ; au Danemark et à la Belgique, quelques portions de territoires. Elle a été obligée d'abandonner de larges surfaces à l'est et s'est vue imposer, de ce côté, une frontière singulière, qui morcelle le pays en deux parties nettement séparées [...].

Elle a dû évacuer la totalité de ses territoires coloniaux difficilement acquis et péniblement mis en valeur.

Elle a dû subir la ruine d'une flotte de commerce florissante, constamment en voie d'accroissement, qui, avec ses 5 135 000 tonneaux de navires à vapeur et à moteur, était la deuxième du monde.

Ce n'est pas tout. Un sacrifice plus douloureux encore pour la nation lui a été imposé. Elle était parvenue à construire une puissante marine de guerre, qui commençait à devenir redoutable et à en imposer à l'Angleterre [...].

A la fin de la guerre, la flotte allemande était intacte [...]. Cependant, les Anglais ont eu l'audace de proposer d'emmener en haute mer tous les navires de guerre allemands et de les couler solennellement et religieusement en présence de toute la flotte britannique [...]. On sait que, sur nos insistances, les Anglais internèrent la flotte allemande à Scapa Flow où, le 21 juin 1919, sur l'ordre de l'Amiral von Reuter, dix cuirassés, six croiseurs de bataille, huit croiseurs légers et cinquante destroyers furent coulés par leurs propres équipages.

Est-il possible d'admettre que les Allemands puissent oublier l'humiliation, qui leur a été imposée, de livrer aux Anglais leur flotte intacte ?...²

Beaucoup plus catégorique, Jules Isaac déclarait en 1931 :

¹ Voy. *La Vérité sur cette Guerre*, p. 39.

² Voy. Sorb, pp. 13-5.

Les négociateurs nous ont fait une paix inspirée de l'esprit de guerre et, par conséquent, génératrice de guerres³.

Douze ans auparavant, J. Bainville avait écrit :

La paix est montée comme une mécanique homicide [...]. On peut dire que le traité de Versailles organise la guerre éternelle⁴.

Toutes ces lignes, je le répète encore une fois, ont été écrites par des personnes qui appartenait au camp des vainqueurs, alors que Hitler n'avait aucun poids politique.

Par conséquent, lorsqu'on me dit : en 1933, l'Europe était pacifiée ; c'est Hitler qui, par volonté d'hégémonie, a mis le feu aux poudres ; je réponds : non ! relisez les textes écrits dans les années 20. Vous découvrirez que les crises et les guerres futures étaient annoncées avec une exactitude surprenante. Des personnes comme l'Anglais Lloyd George ou le Français Marcel Sambat avaient prévu que le prochain conflit viendrait par Dantzig et le Corridor. Dès 1919, J.L. Garvin avait annoncé que, dans la prochaine guerre, l'Allemagne serait aidée par la Russie. Dès 1920, J. Bainville avait prophétisé que celle-ci poignarderait la Pologne dans le dos, après l'attaque allemande.

Par conséquent, Hitler n'a pas été l'imprévu malheureux qui a fait basculer l'Europe de la paix à la guerre. Non, il a été le produit nécessaire de l'Histoire ; il n'a été que le jouet de forces qui le dépassaient et qui avaient été mises en branle à Versailles, par les vainqueurs. Tout ce qu'il a réalisé — l'*Anschluss*, le retour au Reich des Allemands des Sudètes, le pacte de non-agression germano-russe, l'invasion et la destruction de la Pologne mort-née et intransigeante — avait été prévu vingt ans plus tôt par ceux qui connaissent les forces régissant la géopolitique. Ces forces tendent à ramener les minorités brutalement arrachées à un État vers cet État. C'est ce qu'avait expliqué J. Bainville en 1920 lorsqu'il avait écrit :

Des millions d'Allemands vivent au voisinage immédiat de ses frontières [celles de l'Allemagne]. [...] les morceaux [= les minorités allemandes dispersées dans les pays limitrophes], soumis à l'attraction d'un grand État allemand, tomberont tôt ou tard sous sa dépendance⁵.

³ Voy. *Problèmes franco-allemands*, p. 207.

⁴ Voy. Bainville, pp. 89 et 37.

⁵ Voy. Bainville, p. 61.

Hitler n'a donc été que l'instrument du destin. En obéissant à ces forces qui le dépassaient, il a été le détonateur — involontaire — de la catastrophe. Mais ceux qui avaient allumé la mèche, c'étaient les confrenciers de Versailles qui, vingt ans plus tôt, avaient édifié, dans la haine et l'improvisation, une paix génératrice de guerre.

Quant au peuple allemand, on ne peut lui reprocher ni d'avoir porté les nationaux-socialistes au pouvoir, ni de les avoir soutenus jusqu'à la fin. Lorsqu'ils votaient, ils se rappelaient l'infâme blocus allié maintenu après 1918 ; les centaines de milliers de morts, les enfants rachitiques et tuberculeux, la crise sociale des années 20 provoquée, en partie, par les réparations imposées au Reich, l'invasion de la Ruhr, la répression qui suivit, la disette, les humiliations diverses (destruction de la flotte, article 231, territoires arrachés...). Quel peuple aurait pu supporter tout cela sans se révolter ? Quel peuple ne se serait pas tourné vers un chef providentiel qui lui promettait de le débarrasser de ses chaînes, de lui donner du travail et du pain ? En tout cas, certainement pas la France ; on l'a vu en 1871 lorsqu'elle perdit l'Alsace-Lorraine. Immédiatement, l'esprit de revanche la conquit. Le 11 novembre 1918, d'ailleurs, P. Deschanel s'écria, à propos de l'Alsace retrouvée : « *La voilà donc enfin, l'heure bénie pour laquelle nous vivons depuis 47 ans !* »¹.

La seconde guerre mondiale n'a pas été causée par la signature du pacte germano-soviétique ou par l'invasion de la Pologne. Non. Elle a été causée le 28 juin 1919 par la signature du Traité de Versailles.

Un fait, d'ailleurs, confirme ma thèse. Lorsque, le 26 mars 1946, les avocats des accusés à Nuremberg prétendirent démontrer que le Traité de Versailles avait été injuste, ce qui pouvait justifier la politique extérieure menée par les nationaux-socialistes à partir de 1933, le Tribunal sentit le sol se dérober sous ses pieds. Prise de panique, l'Accusation exigea immédiatement que toute discussion relative à la Paix de 1919 soit interdite. Le procureur général adjoint britannique, sir David Maxwell-Fyfe, déclara :

[...] des opinions différentes ont été émises à propos du bien-fondé de l'intérêt des dispositions du traité de Versailles, en particulier dans

le domaine économique. Je ne dis pas qu'il n'y a pas là matière à controverse : je dis que c'est une controverse qui n'a pas à être présentée au Tribunal [TMI, X, 88]

Parmi les arguments invoqués en guise de réponse, l'avocat de J. von Ribbentrop rappela que le Traité de Versailles avait été signé sous la contrainte. Or, continua-t-il :

Le Droit international reconnaît que de tels traités sont remplis de graves défauts et les considère comme des infamies [Ibid., p. 94]

Ce à quoi sir D. Maxwell-Fyfe répondit :

[...] il serait hors de propos et contraire aux termes du Statut que le Tribunal menât une enquête sur la question de savoir si le Traité de Versailles a été signé sous l'empire de la contrainte [Ibid., p. 96].

Après la pause de midi, Président du Tribunal déclara :

Le Tribunal a décidé que les preuves tendant à établir l'injustice du Traité de Versailles ou son imposition par la force sont inadmissibles [...] [Ibid., p. 99].

Et c'est ainsi que la question fondamentale de l'après-guerre fut escamotée, afin que les vainqueurs de 1945, qui avaient également été ceux de 1918, ne soient pas mis face à leurs responsabilités.

Ni le 23 août 1999, ni le 1^{er} septembre, les journalistes ont rappelé ce fait.

Bibliographie

Allard : Paul Allard, (avec Marcel Berger), *Les Dessous du Traité de Versailles* (Éditions des Portiques, 1933)

Bainville : Jacques Bainville, *Les Conséquences Politiques de la Paix* (Nouvelle Librairie Nationale, Paris, 1920)

Beau : E. Beau de Loménie, *Le Débat sur la ratification du Traité de Versailles* (Éd. Denoël, 1945)

de Brinon : Fernand de Brinon, *France Allemagne. 1918-1934* (Éd. Grasset, 1934).

Documents relatifs... : *Documents Relatifs à l'Histoire des Origines de la Guerre* (Berlin, 1939, Reichsdruckerei)

¹ Voy. *L'Image*, n° 206, janvier 1919, p. 10.

Chastenet : Jacques Chastenet, *Les Années d'Illusion. 1918-1931* (Librairie Hachette, 1960)

Cristiani : Chanoine L. Cristiani, *La Fin d'un Régime. Tableau de la vie politique française de 1919 à 1939* (Éd. Emmanuel Vitte, 1946).

Daluces : Jean Daluces. *Le Troisième Reich* (Éd. André Martel, 1950).

Dreyfus : François-Georges Dreyfus, *Le IIIe Reich* (Éd. de Fallois, 1998)

Frey : Gerhard Frey, *Deutschland Ausplünderung* (FZ-Verlag, 1993).

Genebrier : Roger Genebrier. *Septembre 1939. La France entre en Guerre* (Éd. Philip-pine, 1982).

Livre Jaune (Le) : *Le Livre Jaune Français* (Imprimerie nationale, 1939).

Montigny : Jean Montigny, *Toute la Vérité sur Un Mois Dramatique de Notre Histoire* (YMCA, 1940)

Pozzi : Henri Pozzi, *Les Coupables. La vérité sur les responsabilités de la guerre et les dessous de la paix* (Aux Éditions Européennes, 1937)

Problèmes franco-allemands : Union pour la Vérité. Bulletin. *Problèmes franco-allemands d'après-guerre. Entretiens tenus au Siège de l' « Union » de Décembre 1930 à Juin 1931* (Éd. de la Librairie Valois, 1932)

Reynouard : Vincent Reynouard, *Les Crimes « Libérateurs » contre la Paix* (auto-édité, 1995).

Rivaud : Albert Rivaud, *Le Relèvement de l'Allemagne. 1918-1938* (Librairie Armand Colin, 1939)

Schmidt : Paul Schmidt. *Sur la Scène Internationale. Ma figuration auprès de Hitler* (Plon, 1950)

Sorb : Commandant Sorb. *La Revanche de l'Allemagne. La Guerre qui vient. L'Angleterre menacée* (Éd. Jules Tallandier, 1928)

Steed : Henry Wickam Steed. *Mes Souvenirs. 1914-1922* (Librairie Plon, 1927)

Vérité sur cette Guerre (La). *La Vérité sur cette Guerre* (Publié par The British Peoples Party, Londres, sans date).

Annexe : Les Quatorze Points de Wilson

1. Traités de paix conclus ouvertement, après quoi il n'y aura plus d'accords internationaux particuliers d'aucune nature; la diplomatie procédera toujours ouvertement au vu et au su de tous.
2. Liberté de la navigation sur les mers en dehors des eaux territoriales, tant en temps de paix qu'en temps de guerre, excepté lorsque les mers peuvent être fermées en tout ou en partie par une action internationale pour forcer l'application des accords internationaux.
3. Suppression dans la mesure du possible de toutes les barrières économiques et établissement de l'égalité des conditions pour le commerce de toutes les nations qui adhèrent au traité de paix et s'associent en vue de son maintien.
4. Garanties adéquates données et reçues pour la réduction des armements nationaux au minimum requis pour la sécurité intérieure.
5. Rajustement librement débattu et absolument impartial de toutes les revendications coloniales basées sur la stricte observation du principe que, dans l'arrangement de questions de souveraineté de ce genre, les intérêts des populations en cause doivent peser autant dans la balance que les revendications équitables du gouvernement dont le titre est en jeu.
6. Evacuation de tout le territoire russe et arrangement de toutes les questions concernant la Russie de nature à assurer la meilleure et la plus libre coopération des autres nations du monde, pour qu'elles puissent, sans entraves ni embarras, déterminer en toute indépendance leur évolution politique et leur politique nationale, de nature aussi à leur permettre d'être sincèrement les bienvenues dans la société des nations libres sous la régime d'institutions de leur propre choix).
7. La Belgique, le monde entier en conviendra, doit être évacuée et restaurée.
8. Tout le territoire français doit être libéré, les régions envahies restaurées et le tort fait à la France par la Prusse en 1871 en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, ce qui a ébranlé la paix du monde pendant près de cinquante ans, doit être réparé pour que la paix puisse être de nouveau assurée dans l'intérêt de tous.
9. Le rajustement des frontières de l'Italie doit être effectué selon les lignes de démarcation clairement reconnaissables de la nationalité.
10. Les peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous voulons voir la place sauvegardée et assurée parmi les nations, devront être mis à même de se développer en toute liberté sous leurs propres lois.
11. La Roumanie, la Serbie et le Monténégro doivent être évacués et les territoires restaurés; la Serbie obtiendra un accès libre et sûr à la mer; les relations entre les différents États balkaniques doivent être déterminées par un accord à l'amiable selon les limites politiques et ethniques historiquement établies; des garanties internationales doivent être données quant à l'indépendance politique et économique et à l'intégrité territoriale des divers États balkaniques.
12. On doit assurer une souveraineté garantie aux régions turques de l'Empire Ottoman actuel, mais les autres nationalités qui sont maintenant soumises à la Turquie, doivent être mises à même de vivre en parfaite sécurité et de se développer sans être molestées en quoi que se soit et sous un régime d'autonomie; les Dardanelles doivent être ouvertes à titre permanent pour livrer libre passage aux navires marchands de toutes les nations sous des garanties internationales.
13. Il sera établi un État polonais indépendant, comprenant les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises; il lui sera procuré un accès libre et sûr à la mer; son indépendance politique et économique et son intégrité territoriale seront garanties par convention internationale.
14. Il sera créé une société de toutes les nations dans le but d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux nations, tant grandes que petites.

B42

Prix: 5,50 €

phdnm.org
sansconcessiontv.org